



Société anonyme à conseil d'administration
au capital de 12 320 878,30 euros
Siège social : Parc Technologique des Fontaines
Chemin des Franques – 38190 – BERNIN – France
384 711 909 R.C.S. Grenoble

NOTE D'OPÉRATION

Mise à la disposition du public à l'occasion de l'émission et de l'admission aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris d'actions nouvelles, à souscrire en numéraire, dans le cadre d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un montant brut, prime d'émission incluse, d'environ 71,5 millions d'euros par émission de 49 283 512 actions nouvelles au prix unitaire de 1,45 euro à raison de 2 actions nouvelles pour 5 actions existantes.

Période de souscription du 1^{er} juillet 2013 au 12 juillet 2013 inclus.



Visa de l'Autorité des marchés financiers

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son Règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 13-313 en date du 28 juin 2013 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié que le *document est complet et compréhensible, et que les informations qu'il contient sont cohérentes*. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des documents comptables et financiers présentés.

Le prospectus (le « **Prospectus** ») est composé :

- du document de référence de la société SOITEC (la « **Société** »), déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») le 27 juin 2013 sous le numéro D. 13-0676 (le « **Document de Référence** »),
- de la présente note d'opération, et
- du résumé du Prospectus (inclus dans la note d'opération).

Des exemplaires du Prospectus sont disponibles sans frais au siège social de la Société, Parc Technologique des Fontaines Chemin des Franques – 38190 – BERNIN – France, sur son site Internet (www.soitec.com), sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et auprès de Natixis, au 47 quai d'Austerlitz, 75013 Paris.



**Coordinateur Global
Chef de File et Seul Teneur de Livre**

*Dans le Prospectus, les expressions « **Soitec** » ou la « **Société** » désignent la société Soitec. L'expression le « **Groupe** » désigne le groupe de sociétés constitué par la Société et l'ensemble des sociétés entrant dans son périmètre de consolidation.*

Le Prospectus contient des indications sur les objectifs du Groupe ainsi que des déclarations prospectives concernant notamment ses projets en cours ou futurs. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes tels que « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « estimer », « avoir l'intention de », « envisager de », « anticiper », « devoir », ainsi que d'autres termes similaires. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que la réalisation de ces objectifs et de ces déclarations prospectives et ces informations sur les objectifs peuvent être affectées par des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats futurs, les performances et les réalisations du Groupe soient significativement différents des objectifs formulés ou suggérés.

Le Prospectus contient des informations sur les marchés du Groupe et ses positions concurrentielles, y compris des informations relatives à la taille de ses marchés. Sauf indication contraire, ces informations sont des estimations du Groupe et ne sont fournies qu'à titre indicatif. Les estimations du Groupe sont fondées sur des informations obtenues auprès de clients, fournisseurs, organisations professionnelles et autres intervenants des marchés au sein desquels le Groupe opère. Bien que le Groupe considère que ces estimations sont pertinentes à la date du Prospectus, il ne peut garantir l'exhaustivité ou l'exactitude des données sur lesquelles ces estimations sont fondées, ou que ses concurrents retiennent les mêmes définitions des marchés sur lesquels ils opèrent.

Parmi les informations contenues dans le Prospectus, les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques détaillés au sein du Document de Référence et au paragraphe 2 de la présente note d'opération avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats du Groupe ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

SOMMAIRE

Incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres	20
Incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire	21
1. PERSONNES RESPONSABLES	22
1.1. Responsable du Prospectus	22
1.2. Attestation du responsable du Prospectus	22
1.3. Responsable de l'information financière.....	22
2. FACTEURS DE RISQUE DE MARCHÉ LIÉS À L'OPÉRATION POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES OFFERTES	23
3. INFORMATIONS DE BASE.....	25
3.1. Déclarations sur le fonds de roulement net	25
3.2. Capitaux propres et endettement	25
3.3. Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'émission	26
3.4. Raisons de l'émission et utilisation du produit	26
4. INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION SUR LE MARCHÉ RÉGLEMENTÉ DE NYSE EURONEXT A PARIS	28
4.1. Nature, catégorie et jouissance des valeurs mobilières offertes et admises à la négociation	28
4.2. Droit applicable et tribunaux compétents.....	28
4.3. Forme et mode d'inscription en compte des actions	28
4.4. Devise d'émission	28
4.5. Droits attachés aux actions nouvelles.....	28
4.6. Autorisations	30
4.6.1. Délégation de compétence de l'assemblée générale des actionnaires du 3 juillet 2012	30
4.6.2. Décision du Conseil d'administration.....	32
4.6.3. Décision du Président Directeur général/ Directeur général délégué	32
4.7. Date prévue d'émission des actions nouvelles	32
4.8. Restrictions à la libre négociabilité des actions nouvelles	32
4.9. Réglementation française en matière d'offres publiques	32
4.9.1. Offre publique obligatoire.....	32
4.9.2. Offre publique de retrait et retrait obligatoire.....	32
4.10. Offres publiques d'acquisition lancées par des tiers sur le capital de l'émetteur durant le dernier exercice et l'exercice en cours.....	33
4.11. Retenue à la source sur les dividendes versés à des non-résidents fiscaux français	33

5.	CONDITIONS DE L'OFFRE	35
5.1.	Conditions, statistiques de l'offre, calendrier prévisionnel et modalités d'une demande de souscription	35
5.1.1.	Conditions de l'offre	35
5.1.2.	Montant de l'émission.....	35
5.1.3.	Période et procédure de souscription	35
5.1.4.	Révocation/Suspension de l'offre	38
5.1.5.	Réduction de la souscription.....	38
5.1.6.	Montant minimum et/ou maximum d'une souscription	38
5.1.7.	Révocation des ordres de souscription.....	38
5.1.8.	Versement des fonds et modalités de délivrance des actions	38
5.1.9.	Publication des résultats de l'offre.....	38
5.1.10.	Procédure d'exercice et négociabilité des droits préférentiels de souscription.....	38
5.2.	Plan de distribution et allocation des valeurs mobilières	39
5.2.1.	Catégorie d'investisseurs potentiels - Pays dans lesquels l'offre sera ouverte - Restrictions applicables à l'offre	39
5.2.2.	Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance.....	41
5.2.3.	Information pré-allocation	41
5.2.4.	Notification aux souscripteurs	41
5.2.5.	Surallocation et rallonge	41
5.3.	Prix de souscription.....	41
5.4.	Placement et prise ferme	43
5.4.1.	Coordonnées du Chef de File et Teneur de Livre	43
5.4.2.	Coordonnées des intermédiaires habilités chargés du dépôt des fonds des souscriptions et du service financier des actions	43
5.4.3.	Garantie - Engagement d'abstention et de conservation.....	43
5.4.4.	Date de signature du contrat de garantie.....	45
6.	ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION	46
6.1.	Admission aux négociations.....	46
6.2.	Place de cotation.....	46
6.3.	Offres simultanées d'actions de la Société.....	46
6.4.	Contrat de liquidité.....	46
6.5.	Stabilisation - Interventions sur le marché.....	46

7.	DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE	47
8.	DÉPENSES LIÉES À L'ÉMISSION.....	48
9.	DILUTION.....	49
9.1.	Incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres.....	49
9.2.	Incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire	49
10.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	50
10.1.	Conseillers ayant un lien avec l'offre	50
10.2.	Responsables du contrôle des comptes.....	50
10.2.1.	Commissaires aux comptes titulaires	50
10.2.2.	Commissaires aux comptes suppléants	50
10.3.	Rapport d'expert	50
10.4.	Informations contenues dans le Prospectus provenant d'une tierce partie.....	50
10.5.	Mise à jour de l'information concernant la Société.....	50

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Visa n°13-313 en date du 28 juin 2013 de l'AMF

Le résumé se compose d'une série d'informations clés, désignées sous le terme d'« Eléments », qui sont présentés en cinq Sections A à E et numérotés de A.1 à E.7.

Ce résumé contient l'ensemble des Eléments devant figurer dans le résumé d'un prospectus relatif à cette catégorie de valeurs mobilières et à ce type d'émetteur. Tous les Eléments ne devant pas être renseignés, la numérotation des Eléments dans le présent résumé n'est pas continue.

Il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être fournie au sujet d'un Élément donné qui doit figurer dans le présent résumé du fait de la catégorie de valeurs mobilières et du type d'émetteur concernés. Dans ce cas, une description sommaire de l'Élément concerné figure dans le résumé avec la mention « sans objet ».

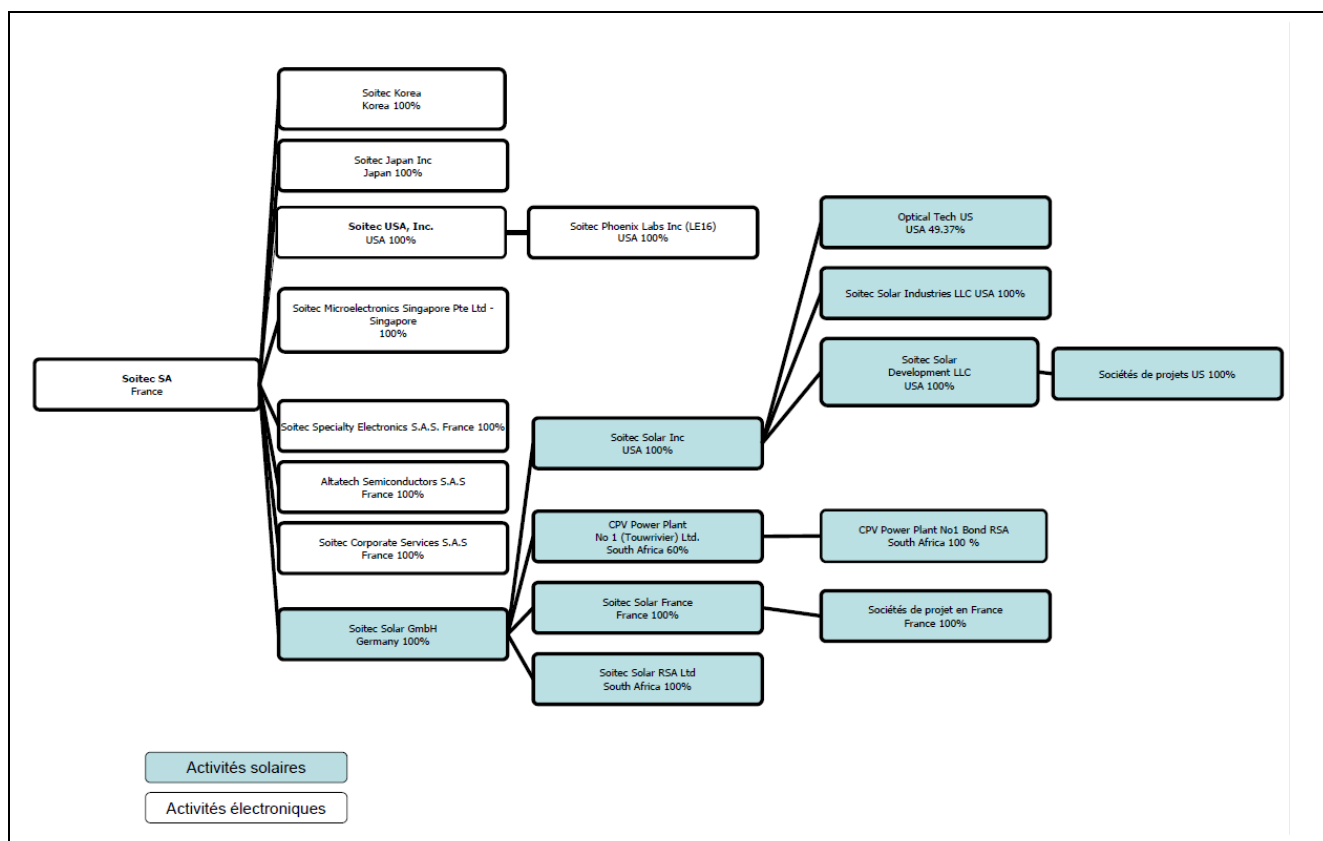
Section A – Introduction et avertissements		
A.1	Avertissement au lecteur	<p>Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus.</p> <p>Toute décision d'investir dans les valeurs mobilières qui font l'objet de l'offre au public ou dont l'admission aux négociations sur un marché réglementé est demandée doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Union Européenne ou parties à l'accord sur l'Espace Economique Européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces valeurs mobilières.</p>
A.2	Consentement de l'Émetteur	Sans objet.
Section B – Émetteur		
B.1	Dénomination sociale et nom commercial	Soitec (la « Société » et, avec l'ensemble de ses filiales consolidées, le « Groupe »).
B.2	Siège social / Forme juridique / Droit applicable / Pays d'origine	<ul style="list-style-type: none">- Siège social : Parc Technologique des Fontaines – Chemin des Franques, 38190 Bernin.- Forme juridique : Société anonyme à Conseil

		<p>d'administration.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Droit applicable : droit français. - Pays d'origine : France.
B.3	Nature des opérations et principales activités	<p>La Société est une entreprise industrielle internationale dont le cœur de métier est la génération et la production de matériaux semi-conducteurs d'extrêmes performances. Ses produits, des substrats pour circuits intégrés (notamment à base de SOI - Silicium On Insulator) et des systèmes photovoltaïques à concentration (CPV), ses technologies Smart Cut™, Smart Stacking™ et Concentrix™ ainsi que son expertise en épitaxie en font un leader mondial. La Société relève les défis de performance et d'efficacité énergétique pour une large palette d'applications destinées aux marchés de l'informatique, des télécommunications, de l'électronique automobile, de l'éclairage et des centrales solaires à forte capacité. Soitec a aujourd'hui des implantations industrielles et des centres de Recherche et Développement (R&D) en France, à Singapour, en Allemagne et aux Etats-Unis.</p> <p>Son organisation par division reflète les trois secteurs d'activité sur lesquels Soitec opère : une Division Electronique, une Division Energie Solaire et une Division Eclairage. Au cours de l'exercice 2012-2013 clos le 31 mars 2013, la Division Electronique a contribué à 98 % du chiffre d'affaires consolidé (même pourcentage que l'exercice précédent), avec un revenu de 257,1 millions d'euros (316,6 millions d'euros au cours de l'exercice précédent). Ce chiffre d'affaires est en baisse de 18,8 % par rapport à l'exercice précédent (23,9 % à taux de change constants). La Division Energie Solaire a contribué au chiffre d'affaires pour un montant de 5,8 millions d'euros sur cet exercice, contre 6,8 millions d'euros sur l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2012-2013 clos le 31 mars 2013, la Division Eclairage n'a pas contribué au chiffre d'affaires consolidé.</p>

B.4a	<p>Principales tendances récentes ayant des répercussions sur l'émetteur et ses secteurs d'activité</p>	<p>Les principales tendances observées par Soitec au cours de l'exercice 2012-2013 sont les suivantes :</p> <p>Pour la Division Electronique, l'exercice a été marqué par la faiblesse continue des marchés électroniques liée aux incertitudes macroéconomiques et à l'existence de niveaux de stocks élevés. Le marché des PC a poursuivi sa décroissance à un rythme accéléré. Dans un environnement difficile, la part de marché d'AMD – le donneur d'ordres de Global Foundries, le principal client de la Division Electronique - a continué de décroître, ce qui s'est traduit par l'annonce par Global Foundries d'une forte baisse de sa consommation de plaques de SOI en 300 mm. En parallèle, les marchés de la mobilité (tablettes, smartphones) connaissent une forte croissance, et la demande de produits Soitec (plaques en 200 mm) augmente, sans toutefois que cette hausse ne compense entièrement la baisse observée des volumes de ventes en 300 mm et la décrue des redevances de licence assises principalement sur les produits en 300 mm.</p> <p>Au cours de l'exercice 2012-2013 clos le 31 mars 2013, la Division Electronique a contribué à 98 % du chiffre d'affaires consolidé (même pourcentage que l'an dernier), avec un revenu de 257,1 millions d'euros (316,6 millions d'euros l'an dernier). Ce chiffre d'affaires est en baisse de 18,8 % par rapport à l'exercice précédent (23,9 % à taux de change constants). Le Groupe s'attend à ce que son chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 2013-2014 constitue un point bas pour son activité Electronique. Le Groupe anticipe ainsi un chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre en baisse séquentielle de 40 à 50% par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012-2013, suivi d'un rebond séquentiel sur les trimestres suivants de l'exercice. Le Groupe anticipe que, sur l'ensemble de l'exercice 2013-2014, le retrait de son activité Electronique puisse être équivalent en pourcentage d'évolution du chiffre d'affaires à celui constaté sur l'ensemble de l'exercice 2012-2013.</p> <p>Pour la Division Solaire, l'exercice a été marqué par la poursuite de l'industrialisation, avec la montée en charge des usines de Freiburg (Allemagne) et San Diego (USA), et le déploiement du projet de ferme solaire Touwsrivier en Afrique du Sud. Dans un contexte général marqué par la montée en puissance de la demande dans des marchés hors de l'Union européenne, la technologie photovoltaïque à concentration connaît un regain d'intérêt notamment dans les zones à fort ensoleillement. Le financement de l'industrialisation de l'outil de production, et le préfinancement de projets de centrales d'importance (notamment le projet Touwsrivier en Afrique du Sud) ont été fortement consommateurs des ressources du Groupe. Au cours de l'exercice 2012-2013 clos le 31</p>
------	--	--

		<p>mars 2013, la Division Energie Solaire a contribué au chiffre d'affaires consolidé pour un montant de 5,8 millions d'euros sur cet exercice, contre 6,8 millions d'euros sur l'exercice précédent. Le Groupe s'attend à ce que la contribution de la Division Energie Solaire au chiffre d'affaires de l'exercice 2013-2014 soit notable, et vienne équilibrer celle de la Division Electronique, notamment grâce au projet sud-africain de Touwsrivier. Sous réserve que les conditions d'avancement de la construction portant sur la première tranche soient remplies, et que la participation de Soitec au capital de la société de projet devienne minoritaire du fait de l'entrée d'un investisseur déjà identifié (qui demeure conditionnée à l'accord du Ministère sud-africain de l'énergie), Soitec devrait pouvoir reconnaître un chiffre d'affaires d'environ 80 millions d'euros issu de la vente de systèmes CPV au titre de l'ensemble du projet Touwsrivier. Si le Groupe ne s'attend pas à ce que ces conditions soient remplies au premier trimestre de l'exercice 2013-2014, il reste confiant dans le fait que la reconnaissance de ces revenus intervienne dans le courant de l'exercice 2013-2014.</p> <p>Enfin, la Division Eclairage a connu son premier succès commercial avec l'octroi par la RATP à Soitec et au groupement Philips/Step d'un appel d'offres européen pour le remplacement de 250 000 points lumineux dans les stations de métro et les gares de RER pour un montant de 11 millions d'euros sur 48 mois. Au cours de l'exercice 2012-2013 clos le 31 mars 2013, la Division Eclairage n'a pas contribué au chiffre d'affaires consolidé.</p> <p>Le Groupe a utilisé environ 130 millions d'euros de trésorerie au cours de l'exercice 2012-2013 du fait de flux de trésorerie d'exploitation négatifs à hauteur de 39 millions d'euros et de décaissements liés aux investissements pour un montant de 115 millions d'euros. La structure financière du Groupe est restée saine en 2012-2013 en dépit de la perte nette constatée au titre de l'exercice 2012-2013. Au 31 mars 2013, les fonds propres s'élèvent à 391 millions d'euros et la trésorerie disponible à 130,1 millions d'euros (y compris les équivalents de trésorerie). La dette financière s'établit à 197 millions d'euros, contre 163 millions d'euros au 31 mars 2012. Le Groupe a mobilisé des lignes de crédit à hauteur de 41 millions d'euros. La principale composante de la dette financière est un emprunt obligataire d'un montant nominal de 145 millions d'euros convertible en actions et arrivant à maturité en septembre 2014.</p> <p>Depuis la clôture de l'exercice 2012-2013, Soitec a annoncé le 30 avril 2013 la réalisation de l'émission par l'une de ses sociétés de projet d'un emprunt obligataire d'un montant de ZAR 1 000 000 000 (84,6</p>
--	--	---

		<p>millions d'euros) représenté par des obligations senior non garanties, inscrites à la cote du marché de taux de la bourse de Johannesburg (JSE Limited), Afrique du Sud, et venant à échéance le 30 juin 2029. La trésorerie générée par l'emprunt obligataire sera indisponible jusqu'à l'installation d'au moins 50 % de la capacité d'ensemble de la centrale. Jusqu'à cette date, le financement du projet sera assuré par le Groupe. Le Groupe étant l'actionnaire majoritaire de la société de projet et exerçant le contrôle opérationnel et financier de cette entité, l'emprunt obligataire sera inclus dans l'endettement du Groupe jusqu'à la concrétisation, à approuver par les autorités administratives locales, de l'entrée au capital en Afrique du Sud, d'un nouvel actionnaire de référence, déjà identifié. Cet événement devrait avoir pour effet de réduire la participation de Soitec à un niveau permettant la sortie du périmètre de consolidation de cette entité et de la dette correspondante. Si le Groupe ne s'attend pas à ce que ces conditions soient remplies au premier trimestre de l'exercice 2013-2014, il reste confiant dans le fait que cet événement interviendra dans le courant de l'exercice 2013-2014. Le chiffre d'affaires lié à la cession du projet Touswrvier sera reconnu lorsque le contrôle opérationnel et financier aura été transféré au nouvel actionnaire.</p> <p>Le premier trimestre de l'exercice 2013-2014 devrait être marqué par une utilisation de la trésorerie de l'ordre de 60 millions d'euros pour couvrir principalement le besoin en fonds de roulement du projet Touwsrivier en Afrique du Sud (25 millions d'euros), le paiement des échéances restant dues sur les investissements industriels des usines de San Diego et Bernin (18 millions d'euros) et la consommation de trésorerie d'exploitation de la division Energie Solaire (15 millions d'euros).</p>
B.5	Groupe auquel l'émetteur appartient	
L'émetteur est la société-mère du groupe Soitec. A la date du présent document, l'organigramme simplifié du Groupe est le suivant (en pourcentage de détention) :		



B.6 Principaux actionnaires

Actionnariat de la Société au 20 juin 2013¹ :

Actionnaires	Nombre d'actions	En	% du capital	Droits de vote	En	%
André-Jacques Auberton-Hervé*	6 425 327		5,215 %	12 572 770		9,290 %
Famille Auberton-Hervé	1 166 658		0,947 %	1 166 658		0,862 %
Groupe familial Auberton-Hervé	7 591 985		6,162 %	13 739 428		10,152 %
Fonds Stratégique d'Investissement*	12 127 352		9,843 %	12 127 352		8,961 %
*Pacte d'actionnaire	18 552 679		15,058%	24 700 122		18,251 %
Caisse des Dépôts et Consignation (« CDC »)	4 748 146		3,854 %	4 452 146		3,508 %
Shin-Etsu Handotai	4 452 599		3,614 %	4 452 599		3,290 %
Public	94 176 642		76,436 %	100 739 180		74,089 %
Auto-détenu	112 059		0,091 %	-		-
TOTAL	123 208 783		100 %	135 338 970		100 %

¹ Conformément à l'article 22 des statuts, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent est attribué à compter du 31 août 2000 à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire.

Actionnariat de la Société post augmentation de capital :

Actionnaires	Nombre d'actions	En % du capital	Droits de vote	En%
André-Jacques Auberton-Hervé	6 425 327	3,7 %	12 572 770	6,8 %
Famille Auberton-Hervé	2 146 088	1,2 %	2 146 088	1,2 %
Fonds Stratégique d'Investissement	16 978 292	9,8 %	16 978 292	9,2 %
Shin-Etsu Handotai	4 452 599	2,6 %	4 452 599	2,4 %
Public (dont CDC)	142 377 930	82,5 %	148 472 733	80,4 %
Auto-détenu	112 059	0,1 %	-	-
TOTAL	172 492 295	100 %	184 622 482	100 %

B.7

**Informations financières historiques clés
sélectionnées**

Les tableaux ci-dessous sont extraits du bilan et du compte de résultat consolidés audités du Groupe Soitec pour les exercices clos les 31 mars 2013, 2012 et 2011, établis conformément au référentiel de normes internationales financières (IFRS), tel qu'adopté dans l'Union européenne.

L'attention des lecteurs est attirée sur les notes en annexe aux comptes consolidés du Groupe Soitec.

Compte de résultat consolidé résumé

(en millions d'euros)	31 mars 2013	31 mars 2012	31 mars 2011
Ventes	263	323	281
Marge brute	(16)	50	66
Résultat opérationnel courant	(123)	(46)	2
Résultat opérationnel	(197)	(47)	2
Résultat net (part du Groupe)	(209)	(56)	(18)
Résultat global net dilué par action en euros	(1.70)	(0.46)	(0.20)

Analyse sectorielle

(en millions d'euros)	31 mars 2013	31 mars 2012	31 mars 2011
Ventes :			
Electronique	257	317	275
Energie Solaire	6	7	6
Eclairage	-	-	-
Corporate	-	-	-
Total des ventes	263	323	281
Résultat opérationnel courant :			

Electronique	(14)	23	44
Energie Solaire	(82)	(45)	(25)
Eclairage	(12)	(9)	(5)
Corporate	(15)	(15)	(13)
Total du résultat opérationnel courant	(123)	(46)	2

Bilan consolidé résumé

(en millions d'euros)	31 mars 2013	31 mars 2012	31 mars 2011
Actifs :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	130	260	268
Actifs circulants	137	179	136
Actifs non circulants	452	423	341
Total des actifs	719	861	745
Capitaux propres et passifs			
Dettes d'exploitations	132	105	92
Dettes financières	197	163	168
Total des capitaux propres de l'ensemble consolidé	391	593	484
Total des capitaux propres et passifs	719	861	745
Position financière nette	(67)	97	100

Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	31 mars 2013	31 mars 2012	31 mars 2011
Flux de trésorerie générés par l'activité	(39)	(8)	43
Flux de trésorerie liées aux opérations d'investissement	(115)	(133)	(30)
Flux de trésorerie liées aux opérations de financement	23	134	(23)
Effet de la variation des cours des devises	1	(1)	(1)
Variation de la trésorerie nette	(130)	(8)	(10)

Les évolutions intervenues depuis le 31 mars 2013 relatives au chiffre d'affaires et à l'endettement de la Société sont décrites à l'élément B.4a du résumé.

B.8	Informations financières pro forma clés sélectionnées	Sans objet.
B.9	Prévision ou estimation de bénéfice	Sans objet. La Société ne formule pas de prévision ou d'estimation de bénéfice.
B.10	Réserves sur les informations financières historiques	Sans objet. Les comptes consolidés des 3 derniers exercices ont fait l'objet de rapport des commissaires aux comptes de la Société qui ne contiennent aucune réserve.
B.11	Fonds de roulement net	Le fonds de roulement net de la Société est suffisant au regard de ses obligations au cours des 12 prochains mois. Cette déclaration ne prend pas en compte l'échéance de remboursement des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») émises en 2009 et venant à maturité le 9 septembre 2014.
Section C – Valeurs mobilières		
C.1	Nature, catégorie et numéro d'identification des actions nouvelles	Actions ordinaires de même catégorie que les actions existantes de la Société. Code ISIN FR0004025062.
C.2	Devise d'émission	Euro.
C.3	Nombre d'actions émises / Valeur nominale des actions	A ce jour, le capital de la Société est composé de 123 208 783 actions, d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, toutes entièrement libérées. L'émission porte sur 49 283 512 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro, à libérer intégralement lors de la souscription.

C.4	Droits attachés aux actions	<p>En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux actions nouvelles émises dans le cadre de l'augmentation de capital sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - droit à dividendes ; - droit de vote ; - droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie ; - droit de participation à tout excédent en cas de liquidation ; - droit de vote double conféré aux actions détenues depuis au moins deux ans par un même actionnaire, conformément à l'article L. 225-123 du Code de commerce.
C.5	Restriction imposée à la libre négociabilité des actions	Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.
C.6	Demande d'admission à la négociation	Sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris, dès leur émission prévue le 23 juillet 2013, sur la même ligne de cotation que les actions existantes de la Société (code ISIN FR0004025062).
C.7	Politique en matière de dividendes	<p>La Société n'a pas distribué de dividendes lors des trois précédents exercices.</p> <p>La Société a l'intention de réinvestir ses bénéfices pour financer sa croissance future et n'envisage pas de payer de dividendes dans les trois prochaines années. Les dividendes sont prescrits dans les délais légaux au profit de l'Etat, conformément aux dispositions du Code du domaine de l'Etat.</p>

Section D – Risques		
D.1	Principaux risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité	<p>Avant de prendre leur décision d'investissement, les investisseurs sont invités à prendre en considération les facteurs de risques suivants :</p> <p>Risques liés à l'activité de la Société :</p> <p><i>Risques opérationnels</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques opérationnels propres à la Division Electronique, notamment les risques liés à : (i) la sensibilité aux évolutions technologiques, à la demande des clients, (ii) l'aspect cyclique de l'industrie du semi-conducteur, la gestion des stocks et la valorisation du Groupe, (iii) l'incidence de l'évolution à court terme de la demande sur les résultats ; - Risques opérationnels et financiers propres à la Division Energie Solaire et à la technologie photovoltaïque à concentration, notamment les risques liés : (i) à l'aspect innovant de cette technologie, (ii) au cycle de développement de la production d'énergie solaire utilisant cette technologie, (iii) à la gestion

		<p>de la croissance dans le domaine de l'énergie solaire utilisant cette technologie, (iv) à l'absence d'autorisation administrative des projets de centrales de production d'énergie solaire utilisant cette technologie, (v) aux fournisseurs tiers et (vi) à la nécessité de disposer de liquidités importantes pour développer cette activité, le cas échéant via des sources externes de financement et aux conséquences qui en résultent sur le profil d'endettement du Groupe.</p> <p><i>Risques liés au développement du Groupe dans les métiers de l'énergie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficultés liées à la gestion de la croissance du Groupe ; - Risques propres au développement de projets de centrales de production d'énergie solaire utilisant la technologie photovoltaïque à concentration ; - Risques propres à la technologie photovoltaïque à concentration. <p><i>Risques industriels, réglementaires ou environnementaux</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de produits dangereux ; - Environnement réglementaire de la production d'énergie solaire utilisant la technologie photovoltaïque ; - Importance des efforts de Recherche et Développement pour le Groupe. <p>Risques technologiques, industriels et juridiques : (i) concurrence et risques technologiques liés notamment au risque de développement de solutions concurrentes qui pourraient remettre en cause la pertinence de la technologie de Soitec, (ii) propriété industrielle, (iii) litiges.</p> <p>Risques de dépendance à l'égard des tiers : (i) dépendance à l'égard des clients clés, (ii) dépendance à l'égard de partenaires, compte tenu notamment du fait que le développement de l'activité de production d'énergie solaire utilisant la technologie photovoltaïque à concentration dépend de l'existence de sources de financement pour le Groupe et ses clients.</p> <p>Risques de marché : (i) risque de taux d'intérêt, (ii) risque de change, (iii) risque de crédit, (iv) risque sur actions et (v) risques liés à l'importance des engagements hors bilan.</p> <p>Risque de liquidité : La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances au cours de l'exercice 2013-2014. En particulier, s'agissant du projet Touwsrivier en Afrique du Sud, la reconnaissance d'un chiffre d'affaires d'environ 80 millions d'euros lié à la vente de systèmes, essentiel au maintien de l'équilibre des ressources et des emplois au cours de l'exercice 2013-2014, dépend de l'avancement de la construction de la première tranche de la centrale (22MW) et suppose que la participation de Soitec au capital de la société de projet devienne minoritaire du fait de l'entrée d'un investisseur déjà identifié (qui demeure conditionnée à l'accord du Ministère sud-africain de l'énergie). Jusqu'à cette date, le financement du projet sera assuré par le Groupe. Le Groupe étudie par ailleurs diverses options devant permettre le refinancement de certains actifs immobiliers. La non réalisation au cours des 12 prochains mois du projet Touwsrivier et/ou du refinancement des actifs immobiliers mentionnés ci-dessus n'est pas de nature à remettre en question la capacité de la Société à faire face à ses échéances au cours de l'exercice 2013-2014. Pour faire face à l'échéance, au cours de l'exercice 2014-2015, du remboursement de son OCEANE 2014, Soitec a annoncé le 19 juin 2013 qu'en fonction des conditions de marché et</p>
--	--	--

		<p>sous réserve de l'obtention de visas de l'Autorité des marchés financiers, elle envisageait de procéder à une opération mixte combinant la présente augmentation de capital, suivie ultérieurement d'une nouvelle émission d'OCEANE.</p> <p>Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société ou du Groupe.</p>
D.3	Principaux risques propres aux actions nouvelles	<p>Les principaux facteurs de risque liés aux actions nouvelles figurent ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le marché des droits préférentiels de souscription pourrait n'offrir qu'une liquidité limitée et être sujet à une grande volatilité ; - les actionnaires qui n'exerceraient pas leurs droits préférentiels de souscription verraient leur participation dans le capital de la Société diluée ; - le prix de marché des actions de la Société pourrait fluctuer et baisser en dessous du prix de souscription des actions émises sur exercice des droits préférentiels de souscription ; - la volatilité et la liquidité des actions de la Société pourraient fluctuer significativement ; - des ventes d'actions de la Société ou de droits préférentiels de souscription pourraient intervenir sur le marché, pendant la période de souscription s'agissant des droits préférentiels de souscription, ou pendant ou après la période de souscription s'agissant des actions, et pourraient avoir un impact défavorable sur le prix de marché de l'action de la Société ou la valeur des droits préférentiels de souscription ; - en cas de baisse du prix de marché des actions de la Société, les droits préférentiels de souscription pourraient perdre de leur valeur ; - le contrat de garantie pourrait être résilié². En conséquence, l'émission serait annulée et les investisseurs qui auraient acquis des droits préférentiels de souscription pourraient réaliser une perte égale au prix d'acquisition de ces droits ; - la Société a une politique de financement de son développement et de ses investissements par appels réguliers aux marchés financiers.
Section E – Offre		
E.1	Montant total du produit de l'émission et estimation des dépenses totales liées à l'émission	<ul style="list-style-type: none"> - Produit brut de l'augmentation de capital : environ 71,5 millions d'euros. - Estimation des dépenses liées à l'augmentation de capital : environ 3,0 millions d'euros - Produit net estimé de l'augmentation de capital : environ 68,5 millions d'euros.
E.2a	Raisons de l'offre / Utilisation du produit de	<p>Le produit de l'émission sera affecté au refinancement partiel de l'OCEANE émise en 2009 pour un montant nominal de 145 millions d'euros, et permettra de consolider la structure financière du groupe afin de poursuivre sa stratégie de croissance et son développement. Le produit de l'émission ne sera pas consacré au financement des</p>

² L'émission des actions nouvelles fait l'objet d'un contrat de garantie. Cette garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce.

	l'émission / Montant net maximum estimé du produit de l'augmentation de capital	<p>activités de la Société, et celle-ci envisage, en fonction des conditions de marché et sous réserve de l'obtention d'un visa de l'Autorité des marchés financiers, de refinancer le solde de l'OCEANE émise en 2009 par le biais d'une nouvelle émission d'OCEANE.</p> <p>Produit net estimé de l'augmentation de capital : environ 68,5 millions d'euros.</p>
E.3	Modalités et conditions de l'offre	<p><i>Prix de souscription des actions nouvelles</i></p> <p>1,45 euro par action (0,10 euro de valeur nominale et 1,35 euro de prime d'émission).</p> <p><i>Droit préférentiel de souscription</i></p> <p>La souscription des actions nouvelles sera réservée, par préférence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux porteurs d'actions existantes enregistrées comptablement sur leur compte-titres à l'issue de la journée comptable du 28 juin 2013 ; et - aux cessionnaires des droits préférentiels de souscription. <p>Les titulaires de droits préférentiels de souscription pourront souscrire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à titre irréductible, à raison de 2 actions nouvelles pour 5 actions existantes possédées. 5 droits préférentiels de souscription permettront de souscrire 2 actions nouvelles au prix de 1,45 euro par action ; et - à titre réductible le nombre d'actions nouvelles qu'ils désireraient en sus de celui leur revenant du chef de l'exercice de leurs droits à titre irréductible. <p>Les DPS seront cotés et négociables à compter du 1^{er} juillet 2013 sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris sous le code ISIN FR0011528421.</p> <p><i>Valeur théorique du droit préférentiel de souscription</i></p> <p>0,25 euro (sur la base du cours de clôture de l'action le 27 juin 2013, soit 2,32 euros).</p> <p><i>Intention de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance</i></p> <p>La Société, André Jacques Auberton Hervé et le FSI ont conclu, le 28 juin 2013, un protocole d'investissement (le « Protocole ») afin de déterminer leurs engagements respectifs dans le cadre de l'augmentation de capital envisagée. Le Protocole prévoit également des engagements de la Société concernant la maîtrise de la gestion de sa trésorerie (autorisation préalable du conseil d'administration à la majorité des 8/11^{ème} pour certains projets significatifs), sa gouvernance (fonctionnement des réunions des comités et du conseil d'administration) et son organisation via la poursuite de réflexions stratégiques en cours concernant l'évolution du Groupe.</p> <p>Aux termes du Protocole, le FSI (qui détient 9,843 % du capital et 8,961 % des droits de vote de la Société) s'est engagé, sous réserve de la levée de conditions suspensives usuelles relatives notamment à la réalisation de la présente augmentation de capital, à exercer, à titre irréductible, l'intégralité de ses 12 127 352 droits préférentiels de souscription.</p> <p>André Jacques Auberton Hervé, Président du Conseil d'administration et Directeur général de la Société (qui détient 5,215 % du capital et 9,290 % des droits de vote de la Société), s'est engagé à exercer une partie des droits préférentiels de souscription</p>

		<p>qu'il détient directement et à travers les entités de son groupe familial de telle sorte que cet exercice soit financé par (i) le produit de cession des droits préférentiels de souscription restants augmenté (ii) d'un investissement complémentaire de 300 000 euros.</p> <p>Le FSI et André Jacques Auberton Hervé ont par ailleurs conclu le 28 juin 2013 un pacte modifié (le « Pacte Modifié ») qui reprend les stipulations du pacte initial et de ses avenants en matière de gouvernance et de transfert de titres (voir décision AMF n°211C1198 du 7 juillet 2011 et décision AMF n°213C0054 du 14 janvier 2013) et qui précise en outre les engagements pris par André Jacques Auberton Hervé afin de soutenir la mise en œuvre des engagements de la Société au sein du Protocole.</p> <p>Shin Etsu Handotai Co.Ltd, (détenant 3,614 % du capital et 3,290 % des droits de vote de la Société) a indiqué son intention de ne pas souscrire à l'opération et s'est engagé à céder l'intégralité de ses 4 452 599 droits préférentiels de souscription.</p> <p>La Société n'a pas connaissance des intentions des autres actionnaires.</p> <p>Les cessions de droits préférentiels de souscription susvisées interviendront sur le marché, ou hors marché aux conditions de marché en vigueur à la date des dites cessions.</p> <p>Garantie</p> <p>L'émission des actions nouvelles fera l'objet d'un contrat de garantie en date du 28 juin 2013 entre la Société, Natixis, en qualité de Coordinateur global, Chef de File et Teneur de Livre³. Ce contrat de garantie pourra être résilié à tout moment par Natixis, jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison, dans certaines circonstances qui pourraient affecter le succès de l'offre, notamment en cas de survenance d'un événement ou d'une circonstance ayant, individuellement ou collectivement, un effet défavorable significatif sur la situation juridique ou financière, sur les résultats (notamment d'exploitation), le patrimoine, l'activité, les perspectives du Groupe ou le cours des titres de la Société ou sur le succès de l'augmentation de capital ou si les engagements irrévocables de souscription du FSI et de Monsieur André-Jacques Auberton-Hervé, décrits ci-dessus n'ont pas été mis en œuvre. Ce contrat ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. En cas de résiliation du contrat de garantie par le Coordinateur Global, l'augmentation de capital serait annulée et les souscriptions seraient rétroactivement annulées.</p> <p>Pays dans lesquels l'augmentation de capital sera ouverte au public</p> <p>L'offre sera ouverte au public uniquement en France.</p> <p>Restrictions applicables à l'offre</p> <p>La diffusion du présent Prospectus, la vente des actions, des droits préférentiels de souscription et la souscription des actions nouvelles peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique.</p> <p>Procédure d'exercice du droit préférentiel de souscription</p> <p>Pour exercer leurs droits préférentiels de souscription, les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment entre le 1^{er} juillet 2013 et le 12 juillet 2013 inclus et payer le prix de souscription correspondant. Les droits préférentiels de souscription non exercés seront caducs de plein droit à la fin de la période de souscription, soit le 12 juillet 2013 à la clôture de la séance de bourse.</p>
--	--	--

		<p>Calendrier indicatif</p> <p>19 juin 2013 Publication d'une notice au Bulletin des annonces légales obligatoires relative à la suspension de la faculté d'exercice des options de souscription d'actions (les « Options »), du droit à l'attribution ou de souscription d'actions attaché aux bons de souscription et d'acquisition d'actions remboursables (« BSAAR ») et de la faculté de conversion des OCEANE.</p> <p>27 juin 2013 Dépôt du Document de Référence.</p> <p>28 juin 2013 Début du délai de suspension de la faculté d'exercice des Options, du droit à l'attribution ou de souscription d'actions attaché aux BSAAR et de la faculté de conversion des OCEANE.</p> <p>Visa de l'AMF sur le Prospectus / Signature du contrat de garantie.</p> <p>Diffusion d'un communiqué de presse de la Société décrivant les principales caractéristiques de l'augmentation de capital et les modalités de mise à disposition du Prospectus.</p> <p>Diffusion par NYSE Euronext de l'avis d'émission.</p> <p>1^{er} juillet 2013 Ouverture de la période de souscription - Détachement et début des négociations des droits préférentiels de souscription sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.</p> <p>12 juillet 2013 Clôture de la période de souscription - Fin de la cotation des droits préférentiels de souscription.</p> <p>19 juillet 2013 Diffusion d'un communiqué de presse de la Société annonçant le résultat des souscriptions.</p> <p>Diffusion par NYSE Euronext de l'avis d'admission des actions nouvelles indiquant le montant définitif de l'augmentation de capital et indiquant le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.</p> <p>23 juillet 2013 Émission des actions nouvelles - Règlement-livraison.</p> <p>Admission des actions nouvelles aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.</p> <p>25 juillet 2013 Publication par la Société du chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2013-2014.</p> <p>26 septembre 2013 au plus tard Reprise de la faculté d'exercice des Options, du droit à l'attribution ou de souscription attaché aux BSAAR, et de la faculté de conversion des OCEANE.</p>
E.4	Intérêts pouvant influencer sensiblement sur l'émission	<p>Le Coordinateur Global et/ou certaines sociétés de son groupe ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur diverses prestations de services bancaires, financiers d'investissements, commerciaux et autres à la Société ou aux sociétés de son groupe, à leurs actionnaires ou à leurs mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p> <p>Ces accords ont été conclus dans le cours normal des affaires et ne créent pas de</p>

		situation de conflits d'intérêts pour le Coordinateur Global dans le cadre de la présente émission.									
E.5	Personne ou entité offrant de vendre des actions / Convention de blocage	<p>Personne ou entité offrant de vendre des actions</p> <p>En application de l'article L. 225-206 du Code de commerce, la Société ne peut souscrire à ses propres actions.</p> <p>Les droits préférentiels de souscription détachés des 112 059 actions auto-détenues de la Société, seront cédés sur le marché avant la fin de la période de souscription dans les conditions de l'article L. 225-210 du code de commerce.</p> <p>Engagement d'abstention de la Société, du FSI et de M. Auberton-Hervé</p> <p>180 jours (sous réserve de certaines exceptions).</p> <p>Pacte d'actionnaires</p> <p>Le Pacte Modifié prévoit un engagement de conservation des participations respectives du FSI et d'André-Jacques Auberton-Hervé, expirant le 25 juillet 2014, sous réserve de certaines exceptions.</p> <p>L'engagement de conservation ne s'applique pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux cessions par M. André-Jacques Auberton-Hervé de ses actions (i) à une société holding familiale, (ii) à un tiers dans la limite de 40% du montant de sa participation initiale, et (iii) en cas d'offre publique sur les actions de la Société approuvée par le Conseil d'administration de Soitec ; les cessions visées au (ii) ne pourront en tout état de cause intervenir qu'à l'expiration d'une période de 180 jours à compter de la date de règlement-livraison de la présente augmentation de capital ; - aux cessions par le FSI de ses actions à un affilié. <p>L'engagement de conservation deviendra caduc si M. André-Jacques Auberton-Hervé est révoqué pour un motif autre qu'une faute grave ou lourde.</p> <p>Par ailleurs, M. André-Jacques Auberton-Hervé a consenti un droit de première offre au FSI portant (i) sur les droits préférentiels de souscription que M. André-Jacques Auberton-Hervé n'exercerait pas à l'occasion d'une augmentation de capital ultérieure ou (ii) sur les autres titres Soitec détenus par M. André-Jacques Auberton-Hervé en cas de décès de celui-ci.</p>									
E.6	Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'offre	<p>Incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres</p> <p>A titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres consolidés part du Groupe par action (calculs effectués sur la base des capitaux propres consolidés part du Groupe - tels qu'ils ressortent des comptes consolidés au 31 mars 2013 - et du nombre d'actions composant le capital social de la Société à cette date après déduction des actions auto-détenues) serait la suivante :</p> <table> <tr> <td></td><td colspan="2">Quote-part des capitaux propres (en euros)</td></tr> <tr> <td></td><td>Base non diluée</td><td>Base diluée⁽¹⁾</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td></td></tr> </table>		Quote-part des capitaux propres (en euros)			Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾			
	Quote-part des capitaux propres (en euros)										
	Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾									

		<div> <div> <div>Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</div> <div>3,18</div> <div>3,69</div> </div> <div> <div>Après émission de 49 283 512 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</div> <div>2,68</div> <div>3,13</div> </div> </div> <p><i>(1) En cas d'exercice de la totalité (i) des options de souscription d'actions exerçables ou non, (ii) du droit d'attribution d'actions au titre de la totalité des OCEANE et des BSAAR ainsi qu'en cas (iii) d'arrivée à échéance de la période d'acquisition de la totalité des actions gratuites. Comme indiqué dans la partie 21.1.4 du Document de Référence de la Société, 1 352 610 options de souscription sont actuellement en circulation, ainsi que 2 719 075 BSAAR, 19 161 807 OCEANE et 1 417 429 actions gratuites.</i></p> <p><u>INCIDENCE DE L'EMISSION SUR LA SITUATION DE L'ACTIONNAIRE</u></p> <p>A titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1 % du capital social de la Société préalablement à l'émission et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 31 mai 2013) serait la suivante :</p> <table> <tr> <th></th><th colspan="2">Participation de l'actionnaire (en %)</th></tr> <tr> <th></th><th>Base non diluée</th><th>Base diluée⁽¹⁾</th></tr> <tr> <td>Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</td><td>1,00 %</td><td>0,83 %</td></tr> <tr> <td>Après émission de 49 283 512 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital ..</td><td>0,71 %</td><td>0,62 %</td></tr> </table> <p><i>(1) En cas d'exercice de la totalité (i) des options de souscription d'actions exerçables ou non, (ii) du droit d'attribution d'actions au titre de la totalité des OCEANE et des BSAAR ainsi qu'en cas (iii) d'arrivée à échéance de la période d'acquisition de la totalité des actions gratuites. Comme indiqué dans la partie 21.1.] du Document de Référence de la Société, 1 352 610 options de souscription sont actuellement en circulation, ainsi que 2 719 075 BSAAR, 19 161 807 OCEANE et 1 417 429 actions gratuites.</i></p>		Participation de l'actionnaire (en %)			Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾	Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	1,00 %	0,83 %	Après émission de 49 283 512 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital ..	0,71 %	0,62 %
	Participation de l'actionnaire (en %)													
	Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾												
Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	1,00 %	0,83 %												
Après émission de 49 283 512 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital ..	0,71 %	0,62 %												
E.7	Dépenses facturées à l'investisseur par l'émetteur	Sans objet.												

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Monsieur André-Jacques Auberton-Hervé, Président du Conseil d'administration et Directeur général.

1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent Prospectus ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Prospectus. Cette lettre ne contient pas d'observation.

Les informations financières historiques présentées dans le Prospectus ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux. Le rapport sur les comptes consolidés au 31 mars 2013 figure en page 118 du Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 27 juin 2013 sous le numéro D.13-0676. Le rapport sur les comptes consolidés au 31 mars 2012 figure en page 100 du Document de Référence 2012 déposé auprès de l'AMF le 15 juin 2012 sous le numéro D.12-0619. Le rapport sur les comptes consolidés au 31 mars 2011 figure en page 70 du document de référence 2011 déposé auprès de l'AMF le 10 juin 2011 sous le numéro D.11-0565.

Le rapport sur les comptes consolidés au 31 mars 2011 contenait une observation relative aux nouvelles normes et interprétations que le Groupe a appliquées à compter du 1^{er} avril 2010.

Le 28 juin 2013

Monsieur André-Jacques Auberton-Hervé

Président du Conseil d'administration et Directeur général

1.3. RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE

Monsieur Olivier Brice, Directeur Financier.

Parc Technologique des Fontaines – Chemin des Franques, 38190 Bernin – France

2. FACTEURS DE RISQUE DE MARCHÉ LIÉS À L'OPÉRATION POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES OFFERTES

Les facteurs de risque relatifs à la Société et à son activité sont décrits aux pages 8 à 19 du Document de Référence faisant partie du Prospectus. En complément de ces facteurs de risque, les investisseurs sont invités, avant de prendre leur décision d'investissement, à se référer aux facteurs de risque suivants relatifs aux valeurs mobilières émises.

Le marché des droits préférentiels de souscription pourrait n'offrir qu'une liquidité limitée et être sujet à une grande volatilité

Aucune assurance ne peut être donnée quant au fait qu'un marché des droits préférentiels de souscription se développera. Si ce marché se développe, les droits préférentiels de souscription pourraient être sujets à une plus grande volatilité que celle des actions existantes de la Société. Le prix de marché des droits préférentiels de souscription dépendra du prix du marché des actions de la Société. En cas de baisse du prix de marché des actions de la Société, les droits préférentiels de souscription pourraient voir leur valeur diminuer. Les titulaires de droits préférentiels de souscription qui ne souhaiteraient pas exercer leurs droits préférentiels de souscription pourraient ne pas parvenir à les céder sur le marché.

Les actionnaires qui n'exerceraient pas leurs droits préférentiels de souscription verraient leur participation dans le capital social de la Société diluée

Dans la mesure où les actionnaires n'exerceraient pas leurs droits préférentiels de souscription, leur quote-part de capital et de droits de vote de la Société serait diminuée. Si des actionnaires choisissaient de vendre leurs droits préférentiels de souscription, le produit de cette vente pourrait être insuffisant pour compenser cette dilution (voir paragraphe 9 ci-après).

Le prix de marché des actions de la Société pourrait fluctuer et baisser en-dessous du prix de souscription des actions émises sur exercice des droits préférentiels de souscription

Le prix de marché des actions de la Société pendant la période de négociation des droits préférentiels de souscription pourrait ne pas refléter le prix de marché des actions de la Société à la date de l'émission des actions nouvelles. Les actions de la Société pourraient être négociées à des prix inférieurs au prix de marché prévalant au lancement de l'opération. Aucune assurance ne peut être donnée quant au fait que le prix de marché des actions de la Société ne baissera pas en dessous du prix de souscription des actions émises sur exercice des droits préférentiels de souscription. Si cette baisse devait intervenir après l'exercice des droits préférentiels de souscription par leurs titulaires, ces derniers subiraient une perte en cas de vente immédiate desdites actions. Ainsi, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que, postérieurement à l'exercice des droits préférentiels de souscription, les investisseurs pourront vendre leurs actions de la Société à un prix égal ou supérieur au prix de souscription des actions émises sur exercice des droits préférentiels de souscription.

La volatilité et la liquidité des actions de la Société pourraient fluctuer significativement

Les marchés boursiers ont connu ces dernières années d'importantes fluctuations qui ont souvent été sans rapport avec les résultats des sociétés dont les actions sont négociées. Les fluctuations de marché et la conjoncture économique pourraient accroître la volatilité des actions de la Société. Le prix de marché des actions de la Société pourrait fluctuer significativement, en réaction à différents facteurs et événements, parmi lesquels peuvent figurer les facteurs de risque décrits dans le Document de Référence ainsi que la liquidité du marché des actions de la Société.

Des ventes d'actions de la Société ou de droits préférentiels de souscription pourraient intervenir sur le marché pendant la période de souscription, s'agissant des droits préférentiels de souscription, ou pendant ou après la période de souscription, s'agissant des actions, et pourraient avoir un impact défavorable sur le prix de marché de l'action ou la valeur des droits préférentiels de souscription

La vente d'actions de la Société ou de droits préférentiels de souscription sur le marché, ou l'anticipation que de telles ventes pourraient intervenir, pendant ou après la période de souscription, s'agissant des actions ou pendant la période de souscription s'agissant des droits préférentiels de souscription, pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché des actions de la Société ou la valeur des droits préférentiels de souscription. La Société ne peut prévoir les éventuels effets sur le prix de marché des actions ou la valeur des droits préférentiels de souscription des ventes d'actions ou de droits préférentiels de souscription par ses actionnaires.

En cas de baisse du prix de marché des actions de la Société, les droits préférentiels de souscription pourraient perdre de leur valeur

Le prix du marché des droits préférentiels de souscription dépendra notamment du prix du marché des actions de la Société. Une baisse du prix de marché des actions de la Société pourrait avoir un impact défavorable sur la valeur des droits préférentiels de souscription d'actions.

Le contrat de garantie pourrait être résilié

Le contrat de garantie de l'émission pourra être résilié à tout moment par Natixis jusqu'à (et y compris) la réalisation effective du règlement-livraison de l'émission dans certaines circonstances (voir paragraphe 5.4.3 ci-après). En conséquence, en cas de résiliation du contrat de garantie conformément à ses termes les investisseurs qui auront acquis des droits préférentiels de souscription sur le marché pourraient avoir acquis des droits qui *in fine* seraient devenus sans objet, ce qui les conduirait à réaliser une perte égale au prix d'acquisition des droits préférentiels de souscription (le montant de leur souscription leur serait toutefois restitué).

La Société a une politique de financement de son développement et de ses investissements par appels réguliers aux marchés financiers.

La Société a une politique de financement de son développement et de ses investissements qui repose sur des appels réguliers aux marchés financiers, par voie d'émission d'obligations convertibles et/ou échangeables en actions nouvelles et/ou existantes ou d'augmentations de capital. La Société n'exclut donc pas de poursuivre sa politique et d'avoir à nouveau recours, à l'avenir, aux marchés financiers. Elle envisage à ce titre, comme annoncé le 19 juin 2013, en complément de la présente opération, et si les conditions de marché le permettent, l'émission d'un nouvel emprunt sous forme d'obligations convertibles et/ou échangeables en actions nouvelles et/ou existantes.

3. INFORMATIONS DE BASE

3.1. DECLARATIONS SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET

La Société atteste que, de son point de vue, le fonds de roulement net du Groupe, avant augmentation de capital objet de la présente note d'opération, est suffisant au regard de ses obligations au cours des douze prochains mois à compter de la date du visa du Prospectus. Cette déclaration ne prend pas en compte l'échéance de remboursement des OCEANE émises en 2009 et venant à maturité le 9 septembre 2014.

3.2. CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT

Application du paragraphe 127 des recommandations de l'ESMA (European Securities and Markets Authority).

La situation des capitaux propres consolidés et de l'endettement financier net consolidé au 31 mars 2013 (données auditées) est telle que détaillée ci-après⁴ :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 Mars 2013
1. Capitaux propres et endettement	
Dette Courante	
Cautionnée	-
Garantie	11,2
Non garantie et non cautionnée	45,8
Total	57,0
Dette non-courante	
Cautionnée	-
Garantie	-
Non garantie et non cautionnée	139,7
Total	139,7
Capitaux propres part du Groupe	-
Capital	12,3
Réserve légale	3,4
Autres réserves	375,4
Total	391,1
2. Endettement financier net	
A – Trésorerie et trésorerie bloquée	72,5
B – Équivalents de trésorerie	59,3
C - Titres de placement	-
D - Liquidités (A+B+C)	131,7
E - Créances financières à court terme	1,9
F - Dettes bancaires à court terme	41,2
G - Part à moins d'un an des dettes à moyen et long termes	11,8
H - Autres dettes financières à court terme	4,0
I - Dettes financières courantes à court terme (F+G+H)	57,0
J - Endettement financier net à court terme (I-E-D)	(76,6)
K - Emprunts bancaires à plus d'un an	0,5

<i>(en millions d'euros)</i>	31 Mars 2013
L - Obligations émises	133,4
M - Autres dettes financières à plus d'un an	5,8
N - Endettement financier net à moyen et long termes (K+L+M)	139,7
O - Endettement financier net (J+N)	63,1

Au 31 mars 2013, il n'existe aucune dette indirecte ou conditionnelle.

Le Groupe a utilisé environ 130 millions d'euros de trésorerie au cours de l'exercice 2012-2013 du fait de flux de trésorerie d'exploitation négatifs à hauteur de 39 millions d'euros et de décaissements liés aux investissements pour un montant de 115 millions d'euros. La structure financière du Groupe est restée saine en 2012-2013 en dépit de la perte nette constatée au titre de l'exercice 2012-2013. Au 31 mars 2013, les fonds propres se montent à 391 millions d'euros et la trésorerie disponible à 130,1 millions d'euros (y compris les équivalents de trésorerie). La dette financière s'établit à 197 millions d'euros, contre 163 millions d'euros au 31 mars 2012. Le Groupe a mobilisé des lignes de crédit à hauteur de 41 millions d'euros. La principale composante de la dette financière est un emprunt obligataire d'un montant nominal de 145 millions d'euros convertible en actions et arrivant à maturité en septembre 2014.

Depuis la clôture de l'exercice 2012-2013, Soitec a annoncé le 30 avril 2013 la réalisation de l'émission par l'une de ses sociétés de projet d'un emprunt obligataire d'un montant de ZAR 1 000 000 000 (84,6 millions d'euros) représenté par des obligations senior non garanties, inscrites à la cote du marché de taux de la bourse de Johannesburg (JSE Limited), Afrique du Sud, et venant à échéance le 30 juin 2029. La trésorerie générée par l'emprunt obligataire sera indisponible jusqu'à l'installation d'au moins 50 % de la capacité d'ensemble de la centrale. Jusqu'à cette date, le financement du projet sera assuré par le Groupe. Le Groupe étant l'actionnaire majoritaire de la société de projet et exerçant le contrôle opérationnel et financier de cette entité, l'emprunt obligataire sera inclus dans l'endettement du Groupe jusqu'à la concrétisation, à approuver par les autorités administratives locales, de l'entrée au capital en Afrique du Sud, d'un nouvel actionnaire de référence, déjà identifié. Cet événement devrait avoir pour effet de réduire la participation du Groupe Soitec à un niveau permettant la sortie du périmètre de consolidation de cette entité et de la dette correspondante. Si le Groupe ne s'attend pas à ce que ces conditions soient remplies au premier trimestre de l'exercice 2013-2014, il reste confiant dans le fait que cet événement interviendra dans le courant de l'exercice 2013-2014. Le chiffre d'affaires lié à la cession du projet Touswivier devrait pouvoir être reconnu lorsque le contrôle opérationnel et financier aura été transféré au nouvel actionnaire. Le premier trimestre de l'exercice 2013-2014 devrait être marqué par une utilisation de la trésorerie de l'ordre de 60 millions d'euros pour couvrir principalement le besoin en fonds de roulement du projet Touswivier en Afrique du Sud (25 millions d'euros), le paiement des échéances restant dues sur les investissements industriels des usines de San Diego et Bernin (18 millions d'euros) et la consommation de trésorerie d'exploitation de la division Energie Solaire (15 millions d'euros).

3.3. INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION

Le Coordinateur Global et/ou certaines sociétés de son groupe ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur diverses prestations de services bancaires, financiers d'investissements, commerciaux et autres à la Société ou aux sociétés de son groupe, à leurs actionnaires ou à leurs mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

Ces accords ont été conclus dans le cours normal des affaires et ne créent pas de situation de conflits d'intérêts pour le Coordinateur Global dans le cadre de la présente émission.

3.4. RAISONS DE L'EMISSION ET UTILISATION DU PRODUIT

Le produit de l'émission sera affecté au refinancement partiel de l'OCEANE émise en 2009 pour un montant nominal de 145 millions d'euros, et permettra de consolider la structure financière du groupe afin de poursuivre sa stratégie de croissance et son développement. Le produit de l'émission ne sera pas consacré au financement des activités de la Société, et celle-ci envisage, en fonction des conditions de marché et sous réserve de l'obtention d'un visa de l'Autorité

des marchés financiers, de refinancer le solde de l'OCEANE émise en 2009 par le biais d'une nouvelle émission d'OCEANE.

4. INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION SUR LE MARCHÉ RÉGLEMENTÉ DE NYSE EURONEXT A PARIS

4.1. NATURE, CATEGORIE ET JOUISSANCE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION

Les actions nouvelles émises sont des actions ordinaires de même catégorie que les actions existantes de la Société. Elles porteront jouissance courante et donneront droit, à compter de leur émission, à toutes les distributions décidées par la Société à compter de cette date.

Les actions nouvelles seront admises aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris à compter du 23 juillet 2013. Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société, déjà négociées sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris et négociables, à compter de cette date, sur la même ligne de cotation que ces actions, sous le même code ISIN FR0004025062.

4.2. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

Les actions nouvelles seront émises dans le cadre de la législation française et les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Code de procédure civile.

4.3. FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS

Les actions nouvelles pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des souscripteurs.

Conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, elles seront obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titres ouvert à leur nom dans les livres :

- de BNP Paribas Securities Service, mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative pure ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix et de BNP Paribas Securities Service, mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative administrée ; ou
- d'un intermédiaire habilité de leur choix pour les actions conservées sous la forme au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les actions se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des actions nouvelles résultera de leur inscription au compte-titres du souscripteur.

Les actions nouvelles feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des actions entre teneurs de compte-conservateurs. Elles feront également l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear Bank S.A./N.V., et de Clearstream Banking, société anonyme (Luxembourg).

Selon le calendrier indicatif de l'augmentation de capital, il est prévu que les actions nouvelles soient inscrites en compte-titres et négociables à compter du 23 juillet 2013.

4.4. DEVISE D'EMISSION

L'émission des actions nouvelles est réalisée en euro.

4.5. DROITS ATTACHES AUX ACTIONS NOUVELLES

Les actions nouvelles seront, dès leur création, soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux actions nouvelles sont décrits ci-après :

Droit à dividendes – Droit de participation aux bénéfices de l'émetteur

Les actions nouvelles émises donneront droit aux dividendes dans les conditions décrites au paragraphe 4.1.

Les actionnaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L. 232-10 et suivants du Code de commerce.

L'assemblée générale, statuant sur les comptes de l'exercice, peut accorder un dividende à l'ensemble des actionnaires (article L. 232-12 du Code de commerce).

Il peut également être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice (article L. 232-12 du Code de commerce).

L'assemblée générale peut proposer à tous les actionnaires, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende, soit en numéraire, soit en actions émises par la Société (articles L. 232-18 et suivants du Code de commerce).

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par décision de justice.

Toutes actions contre la Société en vue du paiement des dividendes dus au titre des actions seront prescrites à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité. Par ailleurs, les dividendes seront également prescrits au profit de l'Etat à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité.

Les dividendes versés à des non-résidents sont en principe soumis à une retenue à la source (voir paragraphe 4.11 ci-après).

Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix (article L. 225-122 du Code de commerce).

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom d'un même actionnaire (article L. 225-123 du Code de commerce).

En outre, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double est conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions existantes pour lesquelles il bénéficie de ce droit (article L. 225-123 du Code de commerce).

Outre le respect de l'obligation légale, en cas de franchissement des seuils définis à l'article L. 233-7 I du Code de commerce, d'informer la Société et l'Autorité des marchés financiers qui rend cette information publique, conformément à l'article 11 des statuts de la Société et à l'article L. 233-7 III du Code de commerce, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à détenir, directement ou indirectement, au sens des articles L. 233-9 et L. 233-10 du Code de commerce un nombre d'actions représentant une proportion du capital ou des droits de vote supérieure ou égale à 3 %, est tenue d'en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social, dans un délai de quinze jours de bourse à compter du franchissement du seuil de participation. La même obligation s'applique dans les mêmes délais lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure à ce seuil.

Droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie

Les actions comportent un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital immédiate ou à terme. Pendant la durée de la souscription, ce droit est négociable lorsqu'il est détaché d'actions elles-mêmes négociables. Dans le cas contraire, il est cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription (articles L. 225-132 et L. 228-91 à L. 228-93 du Code de commerce).

Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation

Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions ou des parts sociales est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital social (article L. 237-29 du Code de commerce).

Clauses de rachat - clauses de conversion

Les statuts ne prévoient pas de clause de rachat particulière ou de conversion des actions.

Identification des porteurs de titres

La Société est en droit de demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres de capital, selon le cas, le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres de capital détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont lesdits titres peuvent être frappés.

La Société, au vu de la liste transmise par le dépositaire central, a la faculté de demander, soit par l'entremise de ce dépositaire central soit directement, dans les mêmes conditions et sous peine des sanctions, aux personnes figurant sur cette liste et dont la Société estime qu'elles pourraient être inscrites pour compte de tiers l'identité des propriétaires des titres ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux.

Aussi longtemps que la Société estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été communiquée le sont pour le compte de tiers propriétaires des titres, elle est en droit de demander à ces détenteurs de révéler l'identité des propriétaires de ces titres, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux (articles L. 228-2 et suivants du Code de commerce).

4.6. AUTORISATIONS

4.6.1. Délégation de compétence de l'assemblée générale des actionnaires du 3 juillet 2012

Onzième résolution – Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, en vue de procéder à l'augmentation dans la limite de 5 millions d'euros de nominal du capital social de la Société par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, de titres de capital et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce prévues aux articles L. 225-129 et suivants et L. 228-91 et suivants et notamment les articles L. 225-129-2 et L. 228-92 :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts de la Société, sa compétence pour procéder à une ou plusieurs augmentations du capital social de la Société, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros, en devises étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, par l'émission en France et/ou à l'étranger, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières émises à titre onéreux ou gratuit, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société, étant précisé que la souscription de ces actions et autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles ;

2. fixe à vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale la durée de validité de la présente délégation ;

3. décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra dépasser le plafond de 5 millions d'euros de nominal, ou la contre-valeur de ce montant, étant précisé qu'à ces plafonds s'ajoutera le montant nominal des augmentations de capital au titre des actions ordinaires à émettre éventuellement pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles, les droits des porteurs de valeurs mobilières et des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société ;

4. en cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation de compétence :

— décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible,

— confère néanmoins au Conseil d'administration la faculté d'accorder aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande,

— décide que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée,
- répartir librement tout ou partie des titres émis non souscrits entre les personnes de son choix,
- offrir au public tout ou partie des titres émis non souscrits, sur le marché français et/ou international ;

5. décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux titulaires d'actions de la Société, étant précisé que le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus ;

6. donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts de la Société, à l'effet de procéder aux émissions susvisées suivant les modalités qu'il arrêtera en conformité avec la loi, et notamment :

— de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à émettre,

— de déterminer le nombre d'actions et/ou autres valeurs mobilières à émettre, ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur prix d'émission, s'il y a lieu, le montant de la prime, les modalités de leur libération et leur date de jouissance (le cas échéant rétroactive),

— de suspendre le cas échéant l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai maximum de trois mois dans les cas et les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables,

— à sa seule initiative, d'imputer les frais de toute émission sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation,

— de prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts, demander la cotation de toutes valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation.

7. met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation précédemment accordée au conseil d'administration par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 24 juin 2011 dans sa dix-septième résolution.

4.6.2. Décision du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration du 14 juin 2013 a autorisé le Président Directeur général, ou avec son accord, le Directeur général délégué, conformément à la délégation de compétence reçue aux termes de la onzième résolution adoptée par l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société réunie le 3 juillet 2012, à augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en France ou à l'étranger, en euros, par l'émission d'actions ordinaires nouvelles, d'un nombre maximum de 50 000 000 d'actions, soit un montant nominal maximal de 5 millions d'euros en nominal.

Le Conseil d'administration a décidé de suspendre la faculté d'exercice de toutes les options de souscription d'actions de la Société et du droit à l'attribution d'actions attaché aux BSAAR, et, le cas échéant, aux OCEANE, et délégué au Président Directeur Général la publication visée à l'article R.225-133 du Code de commerce.

4.6.3. Décision du Président Directeur général/ Directeur général délégué

En vertu de la délégation de l'assemblée générale susvisée et conformément à l'autorisation du Conseil d'administration en date du 14 juin 2013, le Président-Directeur général a décidé le 28 juin 2013 de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal de 4 928 351,20 euros par émission d'un nombre de 49 283 512 actions nouvelles de 0,10 euro de nominal chacune, avec maintien du droit préférentiel de souscription, à raison de 2 actions nouvelles pour 5 actions anciennes, à souscrire et à libérer en espèces.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce et aux termes de la onzième résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 3 juillet 2012 et de la décision du Conseil d'administration susvisée, si les souscriptions tant à titre irréductible que réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Président-Directeur général pourra, soit limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues, sous réserve que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts du montant de l'émission, soit répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix, soit les offrir au public.

4.7. DATE PREVUE D'EMISSION DES ACTIONS NOUVELLES

La date prévue pour l'émission des actions nouvelles est le 23 juillet 2013.

4.8. RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS NOUVELLES

Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.

4.9. REGLEMENTATION FRANÇAISE EN MATIERE D'OFFRES PUBLIQUES

La Société est soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et au retrait obligatoire.

4.9.1. Offre publique obligatoire

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du Règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, libellé à des conditions telles qu'il puisse être déclaré conforme par l'AMF, visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

4.9.2. Offre publique de retrait et retrait obligatoire

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) et 237-14 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du Règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

4.10. OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION LANCEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS

Aucune offre publique d'acquisition émanant de tiers n'a été lancée sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours.

4.11. RETENUE A LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES VERSEES A DES NON-RESIDENTS FISCAUX FRANÇAIS

Les informations contenues dans la présente note d'opération ne constituent qu'un résumé des conséquences fiscales susceptibles de s'appliquer, en l'état actuel de la législation fiscale française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, aux actionnaires qui ne sont pas résidents fiscaux de France, qui détiendront des actions de la Société autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe en France ou d'un établissement stable en France et qui recevront des dividendes à raison de ces actions. Les règles dont il est fait mention ci-après sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires (assorties le cas échéant d'un effet rétroactif), ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française. En tout état de cause, ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires qui ne sont pas résidents fiscaux de France. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal ou le siège du bénéficiaire est situé hors de France. Sous réserve de ce qui est dit ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé à (i) 21 % lorsque les dividendes sont éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 3-2° de l'article 158 du Code général des impôts et que le bénéficiaire est une personne physique dont le domicile fiscal est situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, (ii) 15 % lorsque le bénéficiaire est un organisme qui a son siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui serait imposé dans les conditions prévues au 5 de l'article 206 du Code général des impôts (lequel vise les organismes génériquement désignés comme « organismes sans but lucratif ») s'il avait son siège en France et qui remplit les critères prévus par le *Bulletin officiel des Finances Publiques-Impôts*, BOI-IS-CHAMP-10-50-10-20-20120912 et à (iii) 30 % dans les autres cas.

Toutefois, indépendamment de la localisation du domicile fiscal ou du siège social du bénéficiaire, s'ils sont payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 %. La liste, des États et territoires non coopératifs, est publiée par arrêté interministériel et mise à jour annuellement.

La retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en vertu notamment (i) de l'article 119 ter du Code général des impôts applicable sous certaines conditions aux actionnaires personnes morales ayant leur siège de direction effective dans un Etat de l'Union européenne (ii) dans les cas et sous les conditions prévues par le *Bulletin officiel des Finances Publiques-Impôts*, BOI-RPPM-RCM-30-30-20-40-20120912 qui concerne les sociétés ou autres organismes qui remplissent les conditions auxquelles est subordonnée l'application du régime des sociétés mères et filiales prévu aux articles 145 et 216 du Code général des impôts et qui ont leur siège de direction effective, soit dans un autre Etat de l'Union Européenne, soit dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'élimination des doubles impositions comportant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale ou (iii) des conventions fiscales internationales applicables le cas échéant ou (iv) s'agissant des distributions en faveur des organismes de placement collectif en valeurs mobilières constitués sur le fondement d'un droit étranger et qui satisfont à certaines conditions. Les investisseurs concernés sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer l'application de ces dispositions à leur cas particulier.

Il appartient aux actionnaires de la Société concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer s'ils sont susceptibles de se voir appliquer la législation relative aux États ou territoires non coopératifs et/ou de pouvoir revendiquer le droit à bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source, ainsi que pour en définir les modalités pratiques d'application, telles que notamment prévues par le *Bulletin officiel des Finances Publiques-Impôts*, BOI-INT-DG-20-20-20-20-20120912 relatif à la procédure dite « normale » ou dite « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source s'agissant des conventions fiscales internationales.

Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence, au titre des dividendes distribués par la Société.

5. CONDITIONS DE L'OFFRE

5.1. CONDITIONS, STATISTIQUES DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES D'UNE DEMANDE DE SOUSCRIPTION

5.1.1. Conditions de l'offre

L'augmentation du capital de la Société sera réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, à raison de 2 actions nouvelles pour 5 actions existantes d'une valeur nominale de dix centimes d'euro chacune.

Chaque actionnaire de la Société recevra un droit préférentiel de souscription par action enregistrée comptablement sur son compte-titres à l'issue de la journée comptable du 28 juin 2013.

5 droits préférentiels de souscription donneront le droit de souscrire à 2 actions nouvelles de 0,10 euro de valeur nominale chacune.

Les droits préférentiels de souscription non exercés seront caducs de plein droit à la clôture de la période de souscription, soit le 12 juillet 2013 à la clôture de la séance de bourse.

Suspension de la faculté d'exercice des Options, du droit à l'attribution ou de souscription d'actions (« Options ») attaché aux bons de souscription ou d'acquisition d'actions remboursables (« BSAAR ») et de la faculté de conversion des obligations convertibles à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE »).

La faculté d'exercice des Options, du droit à l'attribution ou de souscription d'actions attaché aux BSAAR et la faculté de conversion des OCEANE ont été suspendues à compter du 27 juin 2013 jusqu'au 26 septembre 2013 inclus, conformément aux dispositions légales et réglementaires. Cette suspension a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces légales obligatoires (BALO) du 19 juin 2013 de la notice prévue par l'article R.225-133 du Code de commerce.

Préservation des droits des porteurs d'Options, de BSAAR et d'OCEANE

Les droits des porteurs d'Options, de BSAAR et d'OCEANE seront préservés conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux modalités d'émission respectivement des Options, des OCEANE et des BSAAR.

5.1.2. Montant de l'émission

Le montant de l'émission, prime d'émission incluse, s'élève à environ 71,5 millions d'euros (dont 4,9 millions d'euros de nominal et 66,6 millions d'euros de prime d'émission) correspondant au produit du nombre de ces actions nouvelles, soit 49 283 512 actions nouvelles, multiplié par le prix de souscription d'une action nouvelle, soit 1,45 euro (constitué de 0,10 euro de nominal et de 1,35 euro de prime d'émission).

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce et aux termes de la décision de l'Assemblée générale du 3 juillet 2012, si les souscriptions tant à titre irréductible que réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Président Directeur général, ou avec son accord, le Directeur général délégué pourra utiliser dans l'ordre qu'il déterminera les facultés suivantes ou certaines d'entre elles : soit limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues dans le cas où celles-ci représenteraient au moins les trois quarts de l'augmentation de capital décidée, soit les répartir librement, soit offrir les actions non souscrites au public.

Il est toutefois à noter que l'émission de ces actions nouvelles fait l'objet d'un engagement de garantie dans les conditions décrites au paragraphe 5.4.3.

5.1.3. Période et procédure de souscription

a) Période de souscription

La souscription des actions nouvelles sera ouverte du 1^{er} juillet au 12 juillet 2013 inclus.

b) Droit préférentiel de souscription

Souscription à titre irréductible

La souscription des actions nouvelles est réservée par préférence :

- aux porteurs d'actions existantes enregistrées comptablement sur leur compte-titres à l'issue de la journée comptable du 28 juin 2013, qui se verront attribuer des droits préférentiels de souscription le 1^{er} juillet 2013 ;
et

– aux cessionnaires de leurs droits préférentiels de souscription.

Les titulaires de droits préférentiels de souscription pourront souscrire à titre irréductible, à raison de 2 actions nouvelles de 0,10 euro de nominal chacune pour 5 actions existantes possédées (5 droits préférentiels de souscription permettront de souscrire 2 actions nouvelles au prix de 1,45 euro par action), sans qu'il soit tenu compte des fractions.

Les droits préférentiels de souscription ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de droits préférentiels de souscription permettant la souscription d'un nombre entier d'actions. Les actionnaires ou cessionnaires de leurs droits qui ne posséderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions existantes pour obtenir un nombre entier d'actions nouvelles, devront faire leur affaire de l'acquisition sur le marché du nombre de droits préférentiels de souscription nécessaires à la souscription d'un nombre entier d'actions de la Société et pourront se réunir pour exercer leurs droits, sans qu'il puisse, de ce fait, en résulter une souscription indivise, la Société ne reconnaissant qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Les droits préférentiels de souscription formant rompus pourront être cédés sur le marché pendant la période de souscription.

Souscription à titre réductible

En même temps qu'ils déposeront leurs souscriptions à titre irréductible, les actionnaires ou les cessionnaires de leurs droits préférentiels de souscription pourront souscrire à titre réductible le nombre d'actions nouvelles qu'ils souhaiteront, en sus du nombre d'actions nouvelles résultant de l'exercice de leurs droits préférentiels de souscription à titre irréductible.

Les actions nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront réparties et attribuées aux souscripteurs à titre réductible. Les ordres de souscription à titre réductible seront servis dans la limite de leurs demandes et au prorata du nombre d'actions existantes dont les droits auront été utilisés à l'appui de leur souscription à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'action nouvelle.

Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'actions lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses droits préférentiels de souscription que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les intermédiaires habilités auprès desquels ces souscriptions auront été déposées.

Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des actions à titre réductible.

Un avis diffusé par NYSE Euronext fera connaître le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible (voir paragraphe 5.1.9).

Valeurs théoriques du droit préférentiel de souscription et de l'action Soitec ex-droit

Sur la base du cours de clôture de l'action le 27 juin 2013, soit 2,32 euros :

- le prix d'émission des actions nouvelles de 1,45 euros fait apparaître une décote faciale de 37,5 %,
- la valeur théorique du droit préférentiel de souscription s'élève à 0,25 euro,
- la valeur théorique de l'action ex-droit s'élève à 2,07 euros,
- le prix d'émission des actions nouvelles fait apparaître une décote de 30 % par rapport à la valeur théorique de l'action ex-droit.

Ces valeurs ne préjugent ni de la valeur du droit préférentiel de souscription pendant la période de souscription ni de la valeur de l'action ex-droit, ni des décotes, telles qu'elles seront constatées sur le marché.

c) Procédure d'exercice du droit préférentiel de souscription

Pour exercer leurs droits préférentiels de souscription, les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité, à tout moment entre le 1^{er} juillet 2013 et le 12 juillet 2013 inclus, et payer le prix de souscription correspondant (voir paragraphe 5.1.8 ci-après).

Le droit préférentiel de souscription devra être exercé par ses bénéficiaires, sous peine de déchéance, avant l'expiration de la période de souscription.

Conformément à la loi, le droit préférentiel de souscription sera négociable pendant la durée de la période de souscription mentionnée au présent paragraphe, dans les mêmes conditions que les actions existantes.

Le cédant du droit préférentiel de souscription s'en trouvera dessaisi au profit du cessionnaire qui, pour l'exercice du droit préférentiel de souscription ainsi acquis, se trouvera purement et simplement substitué dans tous les droits et obligations du propriétaire de l'action existante.

Les droits préférentiels de souscription non exercés à la clôture de la période de souscription seront caducs de plein droit.

d) Droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues par la Société

En application de l'article L. 225-206 du Code de commerce, la Société ne peut souscrire à ses propres actions.

Les droits préférentiels de souscription détachés des 112 059 actions auto-détenues de la Société, seront cédés sur le marché avant la fin de la période de souscription dans les conditions de l'article L. 225-210 du Code de commerce.

e) Calendrier indicatif

19 juin 2013	Publication d'une notice au Bulletin des annonces légales obligatoires relative à la suspension de la faculté d'exercice des Options, du droit à attribution ou de souscription d'actions attaché aux BSAAR et de la faculté de conversion des OCEANE.
27 juin 2013	Début du délai de suspension de la faculté d'exercice des Options, du droit à l'attribution ou de souscription d'actions attaché aux BSAAR et de la faculté de conversion des OCEANE
27 juin 2013	Dépôt du Document de Référence.
28 juin 2013	Visa de l'AMF sur le Prospectus / Signature du contrat de garantie. Diffusion d'un communiqué de presse de la Société annonçant l'augmentation de capital, décrivant les principales caractéristiques de l'augmentation de capital et les modalités de mise à disposition du Prospectus. Diffusion par Euronext Paris de l'avis d'émission.
1 ^{er} juillet 2013	Ouverture de la période de souscription. Détachement et début des négociations des droits préférentiels de souscription sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.
12 juillet 2013	Clôture de la période de souscription. Fin de la cotation des droits préférentiels de souscription.
19 juillet 2013	Diffusion d'un communiqué de presse de la Société annonçant le résultat des souscriptions. Diffusion par Euronext Paris de l'avis d'admission des actions nouvelles indiquant le montant définitif de l'augmentation de capital et indiquant le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.
23 juillet 2013	Émission des actions nouvelles. Règlement-livraison. Admission des actions nouvelles sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.
25 juillet 2013	Publication par la Société du chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2013-2014.
26 septembre 2013 au plus tard	Reprise de la faculté d'exercice des Options et du droit à l'attribution ou de souscription d'actions attaché aux BSAAR et de la faculté de conversion des OCEANE.

5.1.4. Révocation/Suspension de l'offre

L'émission des actions nouvelles, susceptibles d'être émises au titre de la totalité des droits préférentiels de souscription attachés à l'ensemble des actions existantes de la Société au 27 juin 2013, fait l'objet d'un contrat de garantie. Cette garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce et peut, sous certaines conditions, être résiliée. La présente augmentation de capital pourrait ne pas être réalisée et les souscriptions pourraient être rétroactivement annulées si le contrat de garantie était résilié (voir paragraphe 5.4.3). Le contrat de garantie sera signé le 28 juin 2013.

5.1.5. Réduction de la souscription

L'émission est réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription. Les actionnaires pourront souscrire à titre irréductible à raison de 2 actions nouvelles pour 5 actions existantes (voir paragraphe 5.1.3) sans que leurs ordres puissent être réduits.

Les actionnaires pourront également souscrire à titre réductible. Les conditions de souscription à titre réductible des actions non souscrites à titre irréductible et les modalités de réduction sont décrites aux paragraphes 5.1.3. et 5.3.

5.1.6. Montant minimum et/ou maximum d'une souscription

L'émission étant réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription à titre irréductible et à titre réductible, le minimum de souscription est de 2 actions nouvelles nécessitant l'exercice de 5 droits préférentiels de souscription. Il n'y a pas de maximum de souscription (voir paragraphe 5.1.3).

5.1.7. Révocation des ordres de souscription

Les ordres de souscription sont irrévocables.

5.1.8. Versement des fonds et modalités de délivrance des actions

Les souscriptions des actions et les versements des fonds par les souscripteurs, dont les actions sont inscrites sous la forme nominative administrée ou au porteur, seront reçus jusqu'au 12 juillet 2013 inclus auprès de leur intermédiaire habilité agissant en leur nom et pour leur compte.

Les souscriptions et versements des souscripteurs dont les actions sont inscrites sous la forme nominative pure seront reçus sans frais jusqu'au 12 juillet 2013 inclus auprès de BNP Paribas Securities Service, Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère, 93500 Pantin.

Chaque souscription devra être accompagnée du versement du prix de souscription.

Les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés auprès de BNP Paribas Securities Service, Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère, 93500 Pantin qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

La date de livraison prévue des actions nouvelles est le 23 juillet 2013.

5.1.9. Publication des résultats de l'offre

À l'issue de la période de souscription visée au paragraphe 5.1.3 ci-dessus et après centralisation des souscriptions, un communiqué de presse de la Société annonçant le résultat des souscriptions sera diffusé et mis en ligne sur le site internet de la Société.

Par ailleurs, un avis diffusé par NYSE Euronext relatif à l'admission des actions nouvelles mentionnera le nombre définitif d'actions émises et le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible (voir paragraphe 5.1.3.b)).

5.1.10. Procédure d'exercice et négociabilité des droits préférentiels de souscription

Voir paragraphe 5.1.3 ci-dessus.

5.2. PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES VALEURS MOBILIERES

5.2.1. Catégorie d'investisseurs potentiels - Pays dans lesquels l'offre sera ouverte - Restrictions applicables à l'offre

Catégorie d'investisseurs potentiels

L'émission étant réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription à titre irréductible et réductible, la souscription des actions nouvelles à émettre est réservée aux titulaires initiaux des droits préférentiels de souscription ainsi qu'aux cessionnaires de ces droits préférentiels de souscription dans les conditions décrites au paragraphe 5.1.3.b).

Pays dans lesquels l'offre sera ouverte

L'offre sera ouverte au public uniquement en France.

Restrictions applicables à l'offre

La diffusion du présent Prospectus, la vente des actions, des droits préférentiels de souscription et la souscription des actions nouvelles peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession du présent Prospectus doivent s'informer des éventuelles restrictions locales et s'y conformer. Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucune souscription aux actions nouvelles ni aucun exercice de droits préférentiels de souscription émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres correspondants seront réputés être nuls et non avenue.

Toute personne (y compris les *trustees* et les *nominees*) recevant ce Prospectus ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables.

Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission de ce Prospectus dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations du présent paragraphe.

De façon générale, toute personne exerçant ses droits préférentiels de souscription hors de France devra s'assurer que cet exercice n'enfreint pas la législation applicable. Le Prospectus ou tout autre document relatif à l'augmentation de capital, ne pourra être distribué hors de France qu'en conformité avec les lois et réglementations applicables localement, et ne pourra constituer une offre de souscription dans les pays où une telle offre enfreindrait la législation locale applicable.

a) Restrictions concernant les États de l'Union Européenne (autres que la France) dans lesquels la directive Prospectus a été transposée

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen autres que la France (les « *États membres* ») ayant transposé la Directive Prospectus, aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions nouvelles ou des droits préférentiels de souscription rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre des États membres. Par conséquent, les actions nouvelles ou les droits préférentiels de souscription peuvent être offerts dans les États membres uniquement :

- à des investisseurs qualifiés, tels que définis par la Directive Prospectus ;
- à moins de 100, ou si l'Etat membre a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative, 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus Modificative) par Etat membre ; ou
- dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, (i) l'expression « offre au public des actions nouvelles ou des droits préférentiels de souscription » dans un État membre donné signifie toute communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les valeurs mobilières objet de l'offre, pour permettre à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire ces valeurs mobilières, telle que cette définition a été, le cas échéant, modifiée dans l'État membre considéré, (ii) l'expression « Directive Prospectus » signifie la Directive 2003/71/CE du 4 novembre 2003, telle que transposée dans l'État membre (telle que modifiée, y compris par la Directive Prospectus Modificative dès lors que celle-ci aura été transposée par chaque Etat membre) et (iii) l'expression « Directive Prospectus Modificative » signifie la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010.

Ces restrictions de vente concernant les États membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les États membres ayant transposé la Directive Prospectus.

b) Restrictions complémentaires concernant d'autres pays

États-Unis

Ni les actions nouvelles, ni les droits préférentiels de souscription n'ont été et ne seront enregistrés au sens de la loi sur les valeurs mobilières des États-Unis d'Amérique, telle que modifiée (*U.S. Securities Act* of 1933, tel que modifié, désigné ci-après le « *U.S. Securities Act* »). Les actions nouvelles ne peuvent être offertes, vendues ou livrées sur le territoire des États-Unis d'Amérique, tel que défini par le Règlement S de l'*U.S. Securities Act*, sauf à des investisseurs qualifiés (« *qualified institutional buyers* » ou « *QIBs* ») tels que définis par la Règle 144A de l'*U.S. Securities Act*, dans le cadre d'une offre faite par la Société au titre de l'exemption aux obligations d'enregistrement de l'*U.S. Securities Act* prévue à la Section 4(a)(2) de celui-ci. En conséquence, aux États-Unis d'Amérique, les actionnaires ou investisseurs qui ne sont pas des *QIBs* ne pourront pas participer à l'offre et souscrire les actions nouvelles ou exercer les droits préférentiels de souscription.

Sous réserve de l'exemption prévue par la Section 4(a)(2) de l'*U.S. Securities Act*, aucune enveloppe contenant des ordres de souscription ne doit être postée des États-Unis d'Amérique ou envoyée de toute autre façon depuis les États-Unis d'Amérique et toutes les personnes exerçant leurs droits préférentiels de souscription et souhaitant détenir leurs actions sous la forme nominative devront fournir une adresse en dehors des États-Unis d'Amérique.

Chaque acquéreur d'actions nouvelles ou toute personne exerçant des droits préférentiels de souscription sera réputé avoir déclaré, garanti et reconnu, en acceptant la remise du présent Prospectus et la livraison des actions nouvelles, soit qu'il acquiert les actions nouvelles ou exerce les droits préférentiels de souscription dans le cadre d'une « *offshore transaction* » telle que définie par le Règlement S de l'*U.S. Securities Act*, soit qu'il est un *QIB* ; dans ce dernier cas, il sera tenu de signer une déclaration en langue anglaise (« *investor letter* ») adressée à la Société selon le formulaire disponible auprès de la Société.

Sous réserve de l'exemption prévue par la Section 4(a)(2) de l'*U.S. Securities Act*, les intermédiaires habilités ne pourront accepter de souscription des actions nouvelles de clients ayant une adresse située aux États-Unis et lesdites notifications seront réputées être nulles et non-avenues.

Par ailleurs, jusqu'à la fin d'une période de 40 jours à compter de la date d'ouverture de la période de souscription, une offre de vente ou une vente des actions nouvelles aux États-Unis d'Amérique par un intermédiaire financier (qu'il participe ou non à la présente offre) pourrait s'avérer être une violation des obligations d'enregistrement au titre du *U.S. Securities Act* si cette offre de vente ou cette vente est faite autrement que conformément à une exemption des obligations d'enregistrement au sens du *U.S. Securities Act*.

Royaume-Uni

Concernant le Royaume-Uni, la Société déclare, garantit et prend l'engagement :

- (a) qu'elle n'a communiqué ou distribué ou fait en sorte que ne soient communiquées ou distribuées et qu'elle ne communiquera ni ne distribuera et fera en sorte que ne soient communiquées ou distribuées au Royaume-Uni des invitations ou incitations à se lancer dans une activité de placement (au sens de l'article 21 du Financial Services and Markets Act 2000 (le « FSMA »)) reçues par elle et relatives à l'émission ou à la vente des actions nouvelles ou des droits préférentiels de souscription que dans les circonstances où l'article 21(1) du FSMA ne s'applique pas à la Société ; et
- (b) qu'elle a respecté et qu'elle respectera toutes les dispositions de la FSMA applicables aux actions qu'elle a entrepris par le passé ou entreprendra dans le futur, relativement aux droits préférentiels de souscription ou aux actions nouvelles, que ce soit au Royaume-Uni, à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni.

Canada, Australie et Japon

Les actions nouvelles et les droits préférentiels de souscription ne pourront être offerts, vendus ou acquis, au Canada, en Australie ou au Japon.

5.2.2. Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance

La Société, André Jacques Auberton Hervé et le FSI ont conclu, le 28 juin 2013, un protocole d'investissement (le « **Protocole** ») afin de déterminer leurs engagements respectifs dans le cadre de l'augmentation de capital envisagée. Par ailleurs, le Protocole prévoit les engagements de la Société concernant la maîtrise de la gestion de sa trésorerie via la poursuite du plan « Soitec 2015 » d'optimisation de sa structure de coûts, sa gouvernance (autorisation préalable du Conseil d'administration à la majorité des 8/11^{ème} pour certains projets significatifs, fonctionnement des réunions des comités et du Conseil d'administration) et son organisation via la poursuite de réflexions stratégiques en cours concernant l'évolution du Groupe.

Aux termes du Protocole, le FSI (qui détient 9,843 % du capital et 8,961 % des droits de vote de la Société) s'est engagé, sous réserve de la levée de conditions suspensives usuelles relatives notamment à la réalisation de la présente augmentation de capital, à exercer, à titre irréductible, l'intégralité de ses 12 127 352 droits préférentiels de souscription.

André Jacques Auberton Hervé, Président du Conseil d'administration et Directeur général de la Société (qui détient 5,215 % du capital et 9,290 % des droits de vote de la Société), s'est engagé à exercer une partie de ses droits préférentiels de souscription de telle sorte que cet exercice soit financé par (i) le produit de cession des droits préférentiels de souscription restants augmenté (ii) d'un investissement complémentaire de 300 000 euros.

Shin Etsu Handotai Co. Ltd, (détenant 3,614 % du capital et 3,290 % des droits de vote de la Société) a indiqué son intention de ne pas souscrire à l'opération et s'est engagé à céder l'intégralité de ses 4 452 599 droits préférentiels de souscription.

La Société n'a pas connaissance des intentions des autres actionnaires. Les cessions de droits préférentiels de souscription susvisées interviendront sur le marché, ou hors marché aux conditions de marché en vigueur à la date desdites cessions.

5.2.3. Information pré-allocation

L'émission étant réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription à titre irréductible et réductible, les titulaires de droits préférentiels de souscription ainsi que les cessionnaires de ces droits, qui les auront exercés dans les conditions décrites au paragraphe 5.1.3.b), sont assurés (sous réserve du paragraphe 5.4.3) de souscrire, sans possibilité de réduction, à 49 283 512 actions nouvelles de 0,10 euro de nominal chacune, au prix unitaire de 1,45 euro, par lot de 5 droits préférentiels de souscription exercés.

Les éventuelles demandes concomitantes de souscription d'actions nouvelles à titre réductible seront servies conformément au barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible qui figurera dans un avis diffusé par NYSE Euronext (voir paragraphe 5.1.3.b) et 5.1.9).

5.2.4. Notification aux souscripteurs

Les souscripteurs ayant passé des ordres de souscription à titre irréductible sont assurés, sous réserve de la réalisation effective de l'augmentation de capital, de recevoir le nombre d'actions nouvelles qu'ils auront souscrites (voir paragraphe 5.1.3.b)).

Ceux ayant passé des ordres de souscription à titre réductible dans les conditions fixées au paragraphe 5.1.3.b) seront informés de leur allocation par leur intermédiaire financier.

Un avis diffusé par NYSE Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible (voir paragraphes 5.1.3.b) et 5.1.9).

5.2.5. Surallocation et rallonge

Non applicable.

5.3. PRIX DE SOUSCRIPTION

Le prix de souscription est de 1,45 euro par action, dont 0,10 euro de valeur nominale par action et 1,35 euro de prime d'émission. Le prix de souscription fait donc ressortir une décote de 37,5 % par rapport au cours de clôture de l'action Soitec (et de 30 % par rapport au cours de clôture de l'action ex-droit), le 27 juin 2013.

Lors de la souscription, le prix de 1,45 euro par action souscrite, représentant la totalité du nominal et de la prime d'émission, devra être intégralement libéré par versement en espèces.

Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

Les sommes versées pour les souscriptions à titre réductible (voir paragraphe 5.1.3.b)) et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées sans intérêts aux souscripteurs par les intermédiaires habilités qui les auront reçues.

5.4. PLACEMENT ET PRISE FERME

5.4.1. Coordonnées du Chef de File et Teneur de Livre

Natixis

30 avenue Pierre Mendès France,

75013 Paris

France

(Adresse postale : 47, quai d'Austerlitz, 75013 Paris)

5.4.2. Coordonnées des intermédiaires habilités chargés du dépôt des fonds des souscriptions et du service financier des actions

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés chez BNP Paribas Securities Services, Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère, 93500 Pantin, qui établira le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

Le service des titres (inscription des actions au nominatif, conversion des actions au porteur) et le service financier des actions de la Société sont assurés par BNP Paribas Securities Service, Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère, 93500 Pantin.

5.4.3. Garantie - Engagement d'abstention et de conservation

Garantie

L'émission des actions nouvelles susceptibles d'être émises au titre des droits préférentiels de souscription attachés à l'ensemble des actions existantes de la Société (à l'exception de la totalité des actions détenues par le FSI et de certaines actions détenues par Monsieur André-Jacques Auberton-Hervé conformément à leur engagements de souscription) au 27 juin 2013, soit environ 43,5 millions d'actions nouvelles, fait l'objet d'un contrat de garantie en date du 28 juin 2013 entre la Société et Natixis, en tant que Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre. Aux termes de ce contrat, Natixis, s'est engagée à faire souscrire ou, à défaut, à souscrire elle-même l'intégralité de ces 43,5 millions d'actions nouvelles, dans l'hypothèse où certaines de ces actions demeureraient non souscrites à l'issue de la période de souscription, après prise en compte des souscriptions à titre réductible. Il est précisé qu'environ 5,8 millions d'actions nouvelles susceptibles d'être émises sur exercice des droits préférentiels de souscription revenant à Monsieur André-Jacques Auberton-Hervé et au FSI, au titre de leur participation au capital de la société au 27 juin 2013, ne sont pas couvertes par l'engagement de garantie de Natixis et font l'objet d'engagements irrévocables de souscription la part de Monsieur André-Jacques Auberton-Hervé et du FSI. Ces engagements sont décrits au paragraphe 5.2.2.

Le contrat de garantie pourra être résilié sur décision de Natixis jusqu'à (et y compris) la date de règlement livraison de l'offre, sous certaines conditions, et dans certaines circonstances qui pourraient affecter le succès de l'offre, notamment en cas (i) de survenance d'un événement ou d'une circonstance ayant, individuellement ou collectivement, un effet défavorable significatif sur la situation juridique ou financière, sur les résultats (notamment d'exploitation), le patrimoine, l'activité, les perspectives du Groupe ou le cours des titres de la Société ou sur l'augmentation de capital, (ii) d'inexactitude ou de non-respect des engagements, déclarations et garanties de la Société, (iii) de suspension des négociations ou une limitation des prix portant sur l'ensemble des titres cotés sur le New York Stock Exchange, le London Stock Exchange ou les marchés de NYSE Euronext, (iv) d'une déclaration, par les autorités compétentes américaines, anglaises ou françaises, de moratoire général sur les activités commerciales des banques (v) de survenance d'un acte de terrorisme ayant un effet défavorable significatif sur la Société ou le succès de l'offre, (vi) de toute évolution des marchés financiers nationaux ou internationaux (en ce compris, notamment tout défaut, annulation, rééchelonnement, abaissement de la notation, moratoire sur les paiements ou proposition de restructuration de la dette souveraine d'un Etat membre de l'Union européenne) ayant un effet défavorable significatif sur la Société ou le succès de l'offre, ou (vii) de toute autre catastrophe ou crise qui rendrait impossible ou compromettrait significativement l'offre.

Le contrat de garantie pourra également être résilié sur décision de Natixis si les engagements irrévocables de souscription du FSI et de Monsieur André-Jacques Auberton-Hervé, décrits au paragraphe 5.2.2., n'ont pas été mis en œuvre.

Dans l'hypothèse où le contrat de garantie serait ainsi résilié, l'émission des actions nouvelles ne serait pas réalisée et les souscriptions seraient rétroactivement annulées. Les investisseurs qui auront acquis des droits préférentiels de souscription sur le marché pourraient avoir acquis des droits qui *in fine* seraient devenus sans objet ce qui les conduirait à réaliser une perte égale au prix d'acquisition des droits préférentiels de souscription (le montant de leur souscription leur serait toutefois restitué).

Cette garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce.

Engagements d'abstention/de conservation de la Société

Dans le cadre du contrat de garantie susvisé, la Société s'est engagée à compter de la signature du contrat de garantie envers Natixis notamment à ne pas émettre, offrir, mettre en gage, céder ou promettre de céder, directement ou indirectement, des actions ou d'autres titres de capital de la Société, ni à effectuer toute opération ayant un effet économique similaire, ni à annoncer publiquement son intention de procéder à de telles opérations, pendant une période de 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'offre, sans l'accord préalable de Natixis, accord qui ne pourra être refusé sans motif raisonnable. Cet engagement est consenti sous réserve des principales exceptions suivantes :

- émission des actions nouvelles faisant l'objet de la présente opération ;
- l'émission d'un certain nombre d'actions dans le cadre de plans d'actionnariat salarié et les opérations de couverture des obligations de la Société au titre des mécanismes d'intéressement en actions ;
- l'émission de titres de capital de la Société dans le contexte d'une opération de croissance externe, pour autant que toute personne qui viendrait à détenir plus de 10 % du capital à l'issue de cette opération s'engage à conserver les actions reçues jusqu'à la fin de la période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'offre ;
- toute opération effectuée dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu par la Société ; et
- toute opération de cession des droits préférentiels de souscription attachés aux actions de la Société détenues par la Société.

Engagements d'abstention/de conservation du FSI

A compter de la signature du contrat de garantie entre la Société et Natixis, le FSI s'est engagé envers Natixis, de manière irrévocable, à conserver sa participation dans le capital de la Société pendant une période débutant à compter de la date de signature du contrat de garantie et expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'opération. En particulier, pendant cette période, le FSI, sauf accord préalable écrit du Garant, s'est engagé, à ne pas offrir, mettre en gage, céder ou promettre de céder, directement ou indirectement, des actions ou d'autres titres de capital de la Société, ni à effectuer toute opération ayant un effet économique similaire, ni à annoncer publiquement son intention de procéder à de telles opérations. Il est toutefois entendu cet engagement de conservation ne s'applique pas aux cessions par le FSI de ses actions à un affilié.

Engagements d'abstention/de conservation de M. André-Jacques Auberton-Hervé

A compter de la signature du contrat de garantie entre la Société et Natixis, M. André-Jacques Auberton-Hervé s'est engagé envers Natixis, de manière irrévocable, à conserver sa participation dans le capital de la Société pendant une période débutant à compter de la date de signature du contrat de garantie et expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'opération. En particulier, pendant cette période, M. André-Jacques Auberton-Hervé s'est engagé, sauf accord préalable écrit du Garant, à ne pas offrir, mettre en gage, céder ou promettre de céder, directement ou indirectement, des actions ou d'autres titres de capital de la Société, ni à effectuer toute opération ayant un effet économique similaire, ni à annoncer publiquement son intention de procéder à de telles opérations.

Il est toutefois entendu que cet engagement de conservation ne s'applique pas :

- aux cessions par M. André-Jacques Auberton-Hervé de ses actions (i) à une société holding familiale ou (ii) en cas d'offre publique sur les actions de la Société approuvée par le Conseil d'administration de la Société ;
- aux cessions éventuelles par M. André-Jacques Auberton-Hervé de droits préférentiels de souscription attribués dans le cadre de l'opération afin de financer l'exercice du solde de ses droits préférentiels de souscription, le cas échéant par l'intermédiaire d'une holding familiale.

Pacte d'actionnaires

Le Pacte Modifié en date du 28 juin 2013, reprend les stipulations du pacte initial en date du 27 juin 2011 et de ses avenants en matière de gouvernance et de transfert de titres (voir décision AMF n°211C1198 du 7 juillet 2011 et décision AMF n°213C0054 du 14 janvier 2013) et précise en outre les engagements pris par André Jacques Auberton Hervé afin de soutenir la mise en œuvre des engagements de la Société décrits ci-dessus au titre du Protocole. Le Pacte Modifié prévoit également un engagement de conservation des participations respectives du FSI et d'André-Jacques Auberton-Hervé, expirant le 25 juillet 2014, sous réserve de certaines exceptions. L'engagement de conservation ne s'applique pas :

- aux cessions par M. André-Jacques Auberton-Hervé de ses actions (i) à une société holding familiale, (ii) à un tiers dans la limite de 40% du montant de sa participation initiale, et (iii) en cas d'offre publique sur les actions de la Société approuvée par le Conseil d'administration de Soitec ; les cessions visées au (ii) ne pourront en tout état de cause intervenir qu'à l'expiration d'une période de 180 jours à compter de la date de règlement-livraison de la présente augmentation de capital.
- aux cessions par le FSI de ses actions à un affilié.

L'engagement de conservation deviendra caduc si M. André-Jacques Auberton-Hervé est révoqué pour un motif autre qu'une faute grave ou lourde.

Par ailleurs, M. André-Jacques Auberton-Hervé a consenti un droit de première offre au FSI portant (i) sur les droits préférentiels de souscription que M. André-Jacques Auberton-Hervé n'exercerait pas à l'occasion d'une augmentation de capital ultérieure ou (ii) sur les autres titres Soitec détenus par M. André-Jacques Auberton-Hervé en cas de décès de celui-ci.

5.4.4. Date de signature du contrat de garantie

Le contrat de garantie sera signé le 28 juin 2013. Le règlement-livraison des actions nouvelles au titre de ce contrat est prévu le 23 juillet 2013.

6. ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION

6.1. ADMISSION AUX NEGOCIATIONS

Les droits préférentiels de souscription seront détachés le 1^{er} juillet 2013 et négociés sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris jusqu'à la clôture de la période de souscription, soit jusqu'au 12 juillet 2013 inclus, sous le code ISIN FR0011528421.

En conséquence, les actions existantes seront négociées ex-droit à compter du 1^{er} juillet 2013.

Les actions nouvelles émises en représentation de l'augmentation de capital feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

Elles seront admises aux négociations sur ce marché à compter du 23 juillet 2013. Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société et seront négociées sur la même ligne de cotation sous le code ISIN FR0004025062.

6.2. PLACE DE COTATION

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

6.3. OFFRES SIMULTANÉES D'ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Non applicable.

6.4. CONTRAT DE LIQUIDITÉ

La Société a conclu le 28 mars 2008 un contrat de liquidité avec Exane BNP Paribas. Ce contrat est conforme à la charte de déontologie de l'Association française des marchés financiers (AMAFI).

6.5. STABILISATION - INTERVENTIONS SUR LE MARCHÉ

Aucune opération de stabilisation ou intervention sur le marché n'est envisagée.

7. DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAILANT LES VENDRE

Non applicable (sous réserve du paragraphe 5.1.3.d).

8. DÉPENSES LIÉES À L'ÉMISSION

Produits et charges relatifs à l'augmentation de capital

Le produit brut correspond au produit du nombre d'actions nouvelles à émettre et du prix de souscription unitaire des actions nouvelles. Le produit net correspond au produit brut diminué des charges mentionnées ci-dessous.

À titre indicatif, le produit brut et l'estimation du produit net de l'émission seraient les suivants :

- produit brut : environ 71,5 millions d'euros ;
- rémunération des intermédiaires financiers et frais juridiques et administratifs : environ 3,0 millions d'euros ;
- produit net estimé : environ 68,5 millions d'euros ;

9. DILUTION

9.1. INCIDENCE DE L'ÉMISSION SUR LA QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES

A titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres consolidés part du Groupe par action (calculs effectués sur la base des capitaux propres consolidés part du Groupe - tels qu'ils ressortent des comptes consolidés au 31 mars 2013 - et du nombre d'actions composant le capital social de la Société à cette date après déduction des actions auto-détenues) serait la suivante :

	Quote-part des capitaux propres (en euros)	
	Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾
Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	3,18	3,69
Après émission de 49 283 512 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	2,68	3,13

(1) En cas d'exercice de la totalité (i) des options de souscription d'actions exerçables ou non, (ii) du droit d'attribution d'actions au titre de la totalité des OCEANE et des BSAAR ainsi qu'en cas (iii) d'arrivée à échéance de la période d'acquisition de la totalité des actions gratuites. Comme indiqué dans la partie 21.1.4 du Document de Référence de la Société, 1 352 610 options de souscription sont actuellement en circulation, ainsi que 2 719 075 BSAAR, 19 161 807 OCEANE et 1 414 429 actions gratuites.

9.2. INCIDENCE DE L'ÉMISSION SUR LA SITUATION DE L'ACTIONNAIRE

A titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1 % du capital social de la Société préalablement à l'émission et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 31 mai 2013) serait la suivante :

	Participation de l'actionnaire (en %)	
	Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾
Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	1 %	0,83 %
Après émission de 42 283 512 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	0,71%	0,62 %

(1) En cas d'exercice de la totalité (i) des options de souscription d'actions exerçables ou non, (ii) du droit d'attribution d'actions au titre de la totalité des OCEANE et des BSAAR ainsi qu'en cas (iii) d'arrivée à échéance de la période d'acquisition de la totalité des actions gratuites. Comme indiqué dans la partie 21.1.4 du Document de Référence de la Société, 1 352 610 options de souscription sont actuellement en circulation, ainsi que 2 719 075 BSAAR, 19 161 807 OCEANE et 1 414 429 actions gratuites.

10. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

10.1. CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'OFFRE

Non applicable.

10.2. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

10.2.1. Commissaires aux comptes titulaires

- **Cabinet Muraz Pavillet**

3, Chemin du Vieux Chêne, 38240 Meylan

Représenté par Christian Muraz

Nommé par décision de l'assemblée générale ordinaire en date du 7 juillet 2010, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

- **Pricewaterhouse Coopers Audit**

63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine

Représenté par Philippe Willemin

Nommé par décision de l'assemblée générale ordinaire en date du 7 juillet 2010, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

10.2.2. Commissaires aux comptes suppléants

- **Monsieur René Charles Perrot**

65 bis, boulevard des Alpes, 38240 Meylan

Nommé par décision de l'assemblée générale ordinaire en date du 7 juillet 2010, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

- **Monsieur Yves Nicolas**

63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine

Nommé par décision de l'assemblée générale ordinaire en date du 7 juillet 2010, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

10.3. RAPPORT D'EXPERT

Non applicable.

10.4. INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT D'UNE TIERCE PARTIE

Non applicable.

10.5. MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE

Non applicable.